

Quid des anciens ministres de Ravalomanana ?

Jacques Sylla: de Mahazoarivo à Tsimbazaza

Le premier gouvernement de l'ère Ravalomanana est composé de 22 membres, avec comme Premier ministre Me Jacques Sylla qui a fait cinq ans à la Primature. Sur ces 18 membres, seuls deux ministres n'ont jamais été limogés, Ranjeva Marcel, l'actuel ministre des Affaires Etrangères) et Hajanirina Razafinjato, l'actuel patron des Finances et du Budget). Ranjeva Marcel n'a jamais été muté. Par contre, Hajanirina Razafinjato a été au début nommé ministre des Postes et de la télécommunication. Avant d'atterrir à Antananarivona, on lui a confié le grand ministère de l'Education Nationale. Que sont-ils alors devenus actuellement les autres membres du premier gouvernement de l'ère Ravalomanana? Narisoa Rajaonarivony (vice-Premier ministre chargé des Finances et du Budget) et Razafindraniatsimaniry Dieu Donné Michel sont respectivement ambassadeur de Madagascar en France et en Lybie. Le démissionnaire Andry Rasamindrakotroka (Santé et Planning familia) a retrouvé sa carrière de professeur en Médecine. Yvan Randriasandratiniony (Agriculture, Pêche et Elevage) est actuellement le président du Sénat. Eric Beantanana (Communication) travaille à l'EDBM. Jean Lahini-iko (Travaux Publics), Reboza Julien (Aménagement du Territoire), Olivier Rakotovazaha (Transports et Météorologie) et



Le 1er ministre Jacques Sylla



Hajanirina Razafinjato

Ranjivason Jean Théodore (Enseignement supérieur et Recherche Scientifique) sont devenus simples politiciens.

Tandis qu'on n'entend plus parler actuellement du Vice-Premier ministre Zaza Ramandimbirison (chargé des

programmes économiques), de Alice Rajaonah (Justice) qui a été nommée secrétaire générale du Gouvernement après son limogeage, de Mamizra Jules (Défense nationale), de Amady Augustin (Sécurité Publique), de Julien Radanoara (Fonction Publique) qui est actuellement à la tête d'un Institut Privé d'Enseignement, de Davida Rajaon (Industrie et Secteur Privé) et de Jean Seth Rabeloarijaona (Intérieur). Razaka Elysé (Energie et Mines) a fait son retour au sein du gouvernement, à la tête d'un même ministère qu'il a tenu en 2002. Me Jacques Sylla siège actuellement à la présidence de l'Assemblée nationale.



Le premier gouvernement de Sylla.

8 remaniements en 5 ans

Entre le premier gouvernement de l'ère Ravalomanana et la première équipe gouvernementale de Charles Rabemananjara, 8 remaniements ont eu lieu. Des nominations et des limogeages ont été effectués. De nombreuses personnalités ont fait leur passage au sein du gouvernement. Pour ne citer que Mamy Rakotoarivo (actuellement Premier Questeur de l'Assemblée nationale), Mme Rahaingosoa Louise Odette (actuellement première secrétaire de l'ambassade de Madagascar à Adis Abeba) et Jean-Jacques Rabenirina (devenu simple politicien). Entre le premier gouvernement de Charles Rabemananjara et l'actuelle équipe gouvernementale, d'importants changements ont eu lieu. Le Président de la République a nommé une femme à la tête du ministère de la Défense Nationale, à savoir Mme Cécile Manorohanta, ancienne vice-ministre de l'Education Nationale. Patrick Ramiamanana, ancien chouchou du président, a été limogé du gouvernement et nommé par la suite ambassadeur en Arabie Saoudite. De même pour Olivier Sahobisoa Randrianarison qui est actuellement ambassadeur à New Dheli (Inde). Mme Lala Henriette Ratsiharivala (Justice) est nommée directrice générale de l'ENMG. Tandis que Koto Bernard (Environnement), Olivier Donat Andriamahefamparany (Energie et Mines) et Tsiandroy Jacques Mahafaly siègent actuellement au Parlement. Par contre, on n'entend plus parler de Laporte Ravelonarivo (Sports), du footballeur Philémon Rabarison (Sports) et de Hermar Razafindravelo (Culture). Radavidson Andriamparany Bejamin, ministre de l'Economie, des Finances et du Budget pendant 5 ans, est devenu simple citoyen actif au sein de l'église réformée EIKM.



Le premier gouvernement de Rabemananjara.

www.midi-madagasikara.mg
www.gazetiko.mg

JEUDI 22 JANVIER 2009

Face à l'allure dangereuse arborée par le litige qui met, en face-à-face, le premier magistrat de la Ville des Mille à l'Etat, Gilbert Raharizatovo, journaliste de renom, analyste politique connu et cadre de l'association « Force du Changement pour la Démocratie » (Fcd) présidée par Alain Ramaroson, revient sur le devant de la scène pour apporter ses points de vue. Interview.

+ La Vérité : quel bilan avancez-vous pour la première semaine de mouvement populaire initié par Andry Rajoelina ?

= Gilbert Raharizatovo : « L'affrontement n'est plus verbal mais se déroule désormais sur le terrain. Andry Rajoelina met en branle la force populaire qui énerve au plus haut degré le pouvoir. L'affluence populaire de samedi dernier est un signal fort. Le nombre impressionnant des participants, qui dépasse les 45 000 personnes, aura dans les prochains jours des effets d'entraînement immenses aussi bien à Antananarivo qu'en provinces même. Très rapidement, les mouvements populaires seront généralisés. La population, par sa frustration et ses mécontentements qui couvent, n'a plus besoin des travaux de sensibilisation des politiciens pour descendre dans la rue, partout où cela pourrait se faire. Le rapport de force sur le terrain aboutira inévitablement à des échauffourées. Cela veut dire que nous allons traverser une zone de turbulences à partir de ce week-end.

L'impact psychologique de samedi dernier

On parle de la démocratie, du pouvoir, de gestion des affaires nationales, de démission des ministres, de libertés fondamentales des citoyens, etc. Andry Rajoelina ne peut pas se passer des politiques et des démarches politiques s'il veut faire aboutir le mouvement qu'il dirige. D'ailleurs, dès sa formation, la Fcd, dirigée par Alain Ramaroson, a toujours soutenu, par les déclarations et par les actes, Andry Rajoelina. Enflammer la population est une chose, gérer la suite des mouvements populaires, qui est encore un lendemain inconnu, en est une autre ».

+ : Toutefois, selon les observateurs avertis, l'alliance Andry Rajoelina-Alain Ramaroson ne semble pas encore être effective...

= : « A priori, oui ! Et cela relève du choix délibéré du Maire Rajoelina qui croit fermement que la population ne veut pas trop s'afficher avec les politiciens et les partis politiques. Une option qui a sa raison d'être, peut-être dans un contexte ordinaire pour un homme et une association qui se croient être

est encore plus terrible. Du côté de Andry Rajoelina, il sera boosté encore plus par l'événement. Il voit grand certainement devant lui. Désormais, il scinde en deux quantitativement Madagascar en favorables et mécontents au régime, en général, et au chef de l'Etat, en particulier. Désormais, il est capable de renverser le rapport de force en sa faveur car, dans la logique des choses, sa popularité s'étoffe au fil des mouvements populaires et dépassera les frontières tananariviennes. En face, nous assistons à un mouvement contraire de cotes de popularité qui s'effritent au fil des mois, car les effets d'annonce ne font plus de miracles. Marc Ravalomanana ne pourra jamais s'habituer à une position de faiblesse, lui qui a toujours le moral des vainqueurs et la mentalité d'un homme au poste de commande qui supervise tout et qui fait tout bouger. Si samedi qui vient, le nombre des manifestants dépassent encore le nombre des 50 000 personnes, le régime ne résistera plus et le pouvoir ne sera très bientôt que l'ombre de lui-même ».

+ : Vous vous référez toujours à Andry Rajoelina mais pas aux partis politiques...

= : « C'est tout à fait normal, d'abord parce que c'est lui qui a tout déclenché. C'est lui qui est au centre des actualités. C'est l'icône qui fait de nouveau rêver le public en remplacement dans sa mémoire d'une poupée brisée. Par contre, l'heure est éminemment politique.

à l'écart des activités politiques. Par contre, dans un bras de fer avec un régime dont le cadre et l'essence même sont éminemment politiques, je ne trouve pas de raison pour laquelle ils se cantonnent et se réfugient dans leur position soi-disant apolitique. Samedi dernier, la rencontre d'Ambohitovo avait encore l'allure d'une campagne électorale mais, du moment où les manifestants exigent des actions concrètes, ils ont tendance à renverser le rôle. Là, il faut des vrais meneurs de mouvement populaire. Il ne faut pas oublier non plus que la politique est toujours une question de rapport de force basée essentiellement sur des alliances. Par rapport aux autres entités, la Fcd est très structurée et se constitue actuellement en une véritable force dans le paysage politique actuel. Quel que soit le schéma qui se dessine, elle est incontournable ».

+ : Peut-on savoir votre avis sur l'éventuelle issue de ce mouvement populaire ?

= : « L'Etat n'était pas réceptif au Sos d'un naufrage généralisé. La situation est telle actuellement qu'il est très difficile de trouver un terrain d'entente pour désamorcer la crise. Il ne reste plus pour l'Etat que l'usage de la répression en jouant sa force de dissuasion qu'est la légalité étatique, mais est-ce qu'il a encore les moyens de sa politique ? Bref, il entre inexorablement dans une impasse ».

Recueillis par Rolly M

JEUDI 22 JANVIER 2009

Ravalomanana texto face à la presse internationale

Écrit par *Moderateur*

Jeudi, 29 Janvier 2009 11:13 - Mis à jour Jeudi, 29 Janvier 2009 12:30



Ravalomanana texto face à la presse internationale

C'est fou, mais ce que dit le président Marc Ravalomanana n'est pas la même chose pour les médias malgaches et les malgaches étrangers...

Nous reproduisons, ici, texto, quelques déclarations importantes de Marc Ravalomanana, le mercredi 28 janvier 2009, au cours de ses visites dans les endroits ravagés par, la colère populaire. Avec son accent « tropical » inimitable, Marc Ravalomanana démontre de manière peu convaincante qu'il a la situation en main. A vous de juger mais les fautes de masculin/féminin et de syntaxes n'émanent pas de nous. C'est phonétique. En tout cas, nous gardons cet enregistrement effectué devant les locaux incendiés de la Rnm et Tvm à Anosy Antananarivo:

Question : Les forces de l'ordre ont repris le contrôle de la situation. Tout s'est bien passé ?

Marc Ravalomanana : Oui, les forces de l'ordre il est là, là. Donc vous pouvez poser la question.

Question : Mais il va falloir quand même discuter...

Marc Ravalomanana : Pour moi, heu c'est d'abord. J'ai eu au téléphone le minisitra des affaires étrangères française, Monsieur Kouchner. Il m'a téléphoné hier (mardi 27 janvier). Il m'a, heu quoi, il m'a aidé, il il veut m'aider là. Il voulait m'aider Madagasikara de réhabiliter cette heu (suivi d'un mot anglais inaudible. Puis, sans transition, Marc Ravalomanana passe en langue de Shakespear). I know we can mobilise the people outside of Madagascar. Because he see the problem. It is a few people demand to take power and move me out. Anyway the real situation actually in Madagascar, we control it. No problem.

Question : What's about a meeting yesterday ?

Marc Ravalomanana : It should be a meeting yesterday but he did not come (he, c'est Andry Rajoelina). And then, the ambassador of US and the chargée d'affaires de la France français sans transition) et aussi le, ha, la Nation Zunies, Pnud, Monsieur, heu, Monsieur heu (quelqu'un lui souffle le nom de), Monsieur étaient venus pendant des heures des heures de l'attendre mais il n'était pas venu.

Question : Vous avez parlé avec le ministre des Affaires étrangères de la France, hier. Est-ce qu'on peut savoir le contenu de ce entretien ?

Marc Ravalomanana : Ouhiii ! C'était très bien passé. Il était prêt à nous aider pour réhabiliter Madagascar. Et je vais aussi voir la situation dans le secteur privé tout à l'heure. Donc on va voir.

Question : Monsieur le président comment vous analysez ce qui s'est passé ? Est-ce que vous pensez que ce sont des partisans du maire qui ont manifesté, que ce sont des casseurs, que ce sont des gens qui ont faim ? Qu'est-ce qui s'est passé ? Pourquoi la situation a dégénéré à ce point ?

Marc Ravalomanana : Mais c'était lui le leader. C'était lui l'initiateur de cette trouble ! Donc, je peux pas vous répondre là. C'était lui !

Question : Pour les gens qui sont à l'extérieur ?

Marc Ravalomanana : Oui, les gens à l'extérieur, ils sont prêts à nous aider là. Donc on m'a téléphoné hier et même ce matin d'envoyer des cargos pour nous aider de réhabiliter rapidement Madagascar.

Question : Monsieur le président, quel est votre message, ce matin ?

Marc Ravalomanana : Je n'ai pas encore passé le message. C'est ici que je fais le message. Le message, pour Madagascar, c'est de, heu, d'être calmes et aussi de prêts à réhabiliter. Je suis ici pour aider à supporter, heu, les personnels de la Rnm et de la Tvm. C'est très important d'abord. Et de l'aider, heu, il faut travailler ensemble ; il faut mobiliser toutes les équipes. Donc, je suis prêt à l'aider là.

Question : Monsieur le président, l'absence de réaction de la part des services d'ordre, lundi, donnait l'impression qu'il n'y avait plus de gouvernement à Madagascar.

Marc Ravalomanana : Oui. Y'a déjà pas mal de gens qui a pensé à ça. Mais vous croyez que les gens qui a, heu, m'a cherché à l'aéroport (le dimanche précédent), qui m'a collecté à l'aéroport, ils sont très très, heu, ils étaient très très nombreux. Donc s'ils ont venus aussi affronter à 13 mai, c'était le catastrophe à Madagasikara. C'était moi qui a donné l'ordre aux militaires de ne pas prendre des mesures. C'était moi pour éviter, il faut gérer, il faut bien gérer la crise sinon c'est catastrophe ici, hein. C'est le bain de sang.

Question : Vous avez rencontré le maire ?

Marc Ravalomanana : Pas encore.

Question : Voulez vous le rencontrer ?

Marc Ravalomanana : Non, pour le moment, il est important de rétablir l'ordre.

Propos texto enregistrés par Jeannot Ramambazafy – Journaliste

Cet enregistrement fait mettre à jour deux éléments capitaux dans la manière de gérer les affaires du pays, de la part du régime actuel. Primo, gouverner étant prévoir, la carence d'un service de communication à la présidence est flagrante. Surtout face à la gravité de la situation actuelle, l'improvisation n'est pas de mise. Secundo, il est également mis à jour que personne, à tous les échelons que pouvoir n'ose prendre leurs responsabilités sans ordre du président. Voici un extrait tiré du dictionnaire Larousse 2009 qui en dit mieux : « (...) En mai 2006, le président de l'Assemblée nationale est destitué. Un an plus tard, un groupe de députés, jusque-là fidèles au parti présidentiel, dénonce l'inertie du parti et crée un mouvement de rénovation. L'Assemblée nationale est dissoute en juillet 2007 et des élections anticipées sont organisées le 23 septembre 2007, à moins de deux mois de la fin du mandat. Le parti T.I.M. remporte 106 des 127 sièges de l'Assemblée nationale, mais l'abstention a été de plus de 80 %. Lâché par ses anciens alliés, par l'Église catholique et par une partie de ses troupes, le chef de l'État, qui a renforcé les prérogatives du pouvoir exécutif au détriment du Parlement, gère seul le pays ou presque ».

Source :

<http://www.madagate.com/monde-malgache/interview/860-ravalomanana-presse-internationale.pdf>

Chronique du 25 Janvier 2009

« ... direction guerre civile » ?

Arrivée ce Dimanche 25 Janvier 2009 à 16:30 (heure de Mada) à Ivato du Président Marc Ravalomanana, en provenance de Cape Town, Afrique du Sud. Des milliers de personnes se trouvaient tout le long du trajet présidentiel, entre Ivato et Faravohitra (Ivato-Ambohibao- Ambohimanarina-Ankazomanga- 67HA – Ampefiloha – Antaninarenina – Faravohitra)

Morceaux choisis de la conférence de presse présidentielle à Ivato, avec un Président très remonté et très déterminé :

« *On ne piétine pas la Constitution ni l'Etat malgache de cette manière: je ne l'accepte pas* »

« *Il y a un temps pour tout : j'ai maintenant donné l'ordre au premier ministre et au gouvernement de faire respecter et la Constitution et l'ordre public, et ce dans les plus brefs délais* »

« *On ne prend pas le pouvoir ni par la rue ni par un coup d'état, on attend les élections. Madagascar va bientôt prendre la présidence de l'Union Africaine, quelle image allons nous donner ?* »

« *Pour ses [NDLR : Andry TGV] conseillers, je leur demande de bien jouer leur rôle de conseiller* »

« *J'appelle la population au calme. Je vous demande aussi de bien discerner les priorités et de ne pas servir de simples outils par certains* »

Un peu plus tard dans la soirée, intervention d'Andry Rajoelina « TGV » sur les ondes de VIVA FM.

« *J'appelle l'Armée devant ses responsabilités : l'Armée n'est pas là pour tuer leurs compatriotes mais pour les protéger. D'autre part, j'appelle la population malagasy demain [NDLR : Lundi 26 Janvier 2009] à venir sur la place du 13 Mai.* »

Encore un peu plus tard, extrait du message dominical hebdomadaire du Président Ravalomanana.

« *La Démocratie sera effective à Madagascar, la Loi sera renforcée et devra être respectée* »

Les 2 protagonistes, qui se targuent donc chacun de disposer de centaines de milliers de partisans, et donc d'une certaine légitimité (légitimité certaine) populaire, viennent donc de franchir une étape décisive dans leur logique d'affrontement. Le maire d'Antananarivo, Andry TGV, en appelle au renversement du pouvoir par la rue, suivant les scénarios bien connus (et éprouvés) de 1991 et 2002. Appel à la grève générale, paralysie de l'Etat et mise en place d'un gouvernement de transition ("*tetezamita*"). Avec dans l'intervalle la mise en place des « *Andrimaso-pokonolona* » (comités de vigilance) chargés de veiller à la sécurité des zones sensibles: Ambodivona où le maire semble-t-il s'est réfugié, Ambohimitsimbina (Palais de la Reine) où se trouve le relais radio de VIVA FM et Ambatobe, près du Lycée Français d'Antananarivo où se trouve le domicile du maire. En clair, constituer un bouclier humain de partisans pour protéger et le Maire et le matériel d'émission radio.

Le Président de la République, comme on vient de le lire, s'est montré très ferme dans ses propos et une réaction rapide est donc attendue dans les prochaines heures. Sous quelle forme ? Toutes les options restent ouvertes.

Bref, logique d'affrontement disions nous. Non plus les titillements virtuels « *pro* » et « *anti* » que l'on a l'habitude de lire sur le web mais bel et bien d'hommes et de femmes, en chair et en os, qui n'hésiteront pas à en venir aux mains sur le terrain et ce afin de protéger leur poulain. Direction guerre civile ? Wait and see. Dans l'intervalle, nous vous informerons à la suite de cette chronique, sous forme de commentaires, de la suite des événements à venir, événements qui s'annoncent chauds, très chauds !

Source : <http://www.madanight.com/edito/378.html>

26 JANVIER 2009

À Analakely Rajoelina appelle à la grève

- À Ivato Ravalomanana inflexible

Le bras de fer s'intensifie entre le maire d'Antananarivo et le président de la République. Le premier a appelé la population à la grève générale à partir d'aujourd'hui, le second a affirmé sa ferme intention de ne pas céder.

Les revendications du maire d'Antananarivo qui affirme être «le porte-parole du peuple» montent d'un cran. Le premier magistrat de la ville des Mille soulève l'idée d'une transition au moment où il déplace le lieu du rassemblement d'Ambohitovo à la Place du 13-Mai.

«Vous êtes décidés, je suis prêt (...) À partir de lundi, ce sera la grève générale», a déclaré Andry Rajoelina sous les salves d'applaudissements des manifestants acquis à sa cause. C'était samedi sur la Place du 13-Mai. Il a ajouté un aspect symbolique au mouvement en invitant ses partisans à occuper une place historique, un lieu de revendications politiques et de renversements de plusieurs régimes.

Le maire de la capitale a annoncé une grève «jusqu'à ce que le gouvernement parte» en soutenant que «personne ne se désiste plus». Il a lancé quelques consignes pour donner de l'ampleur au mouvement. «Nous demandons la fermeture des bureaux et des écoles», a-t-il indiqué. Outre la demande de démission en bloc du gouvernement, Andry Rajoelina a également évoqué la transition. «S'il y a une revendication pour une transition, Andry (Rajoelina) est prêt (...) Je suis prêt à en assumer les responsabilités si la population le demande», a précisé le fondateur de Tanora malaGasy Vonona, samedi à Ambohitovo. Il l'a répété deux fois, sous les applaudissements très nourris d'une foule de plusieurs dizaines de milliers de partisans acquis à sa cause

Sans pour autant aller jusqu'à décréter la transition, Andry Rajoelina a déjà esquissé quelques points de sa position politique, le moment venu. «Je ne resterai pas longtemps au pouvoir. Je ne suis pas avide de pouvoir. Il faut concevoir la loi fondamentale qui respecte les droits humains», a-t-il insisté

Vente de « Force One »

Le maire de la capitale a également annoncé quelques mesures plutôt accrocheuses pour mieux haranguer la foule. «Nous allons vendre l'avion présidentiel Force One pour pouvoir acheter des vivres. J'ai parlé avec des opérateurs étrangers qui sont prêts à importer de l'huile de table à hauteur de Ar 2 000 le litre», a-t-il promis

Il a expliqué ces résolutions en soulevant deux points. «Le gouvernement foule aux pieds la Constitution. Il reste sourd aux revendications de la population qui ne mange plus assez, qui est déjà à genoux»

Après un premier rendez-vous à Ambohitovo, Andry Rajoelina a ensuite invité les manifestants à rejoindre la Place du 13-Mai. La manifestation s'est terminée quand il a regagné Ambodivona, accompagné de milliers de partisans

Comme lors de la première manifestation du 17 janvier à Ambohitovo, les forces de l'ordre se sont faits discrets. Seuls quelques éléments sont sortis de la gare de Soarano au moment de la descente de Andry Rajoelina et de ses partisans vers la Place du 13-Mai. Mais ils sont vite rentrés dans le bâtiment comme si un contre-ordre les y a fait rentrer aussitôt

Encadré

Un mouvement qui se veut « orange

»

La foule a arboré la couleur orange au cours du rassemblement au jardin d'Ambohitovo, puis sur la Place du 13-Mai samedi. «Nous restons pacifiques», a clamé Andry Rajoelina, pour expliquer le choix de la couleur qui est déjà la sienne depuis les élections municipales de décembre 2007

Gilbert Raharizatovo, un des proches collaborateurs d'Alain Ramaroson de Force démocratique pour le changement, a rappelé la signification de ce choix dans son intervention, à Ambohitovo. Il a profité de l'occasion pour louer d'une manière indirecte Alain Ramaroson, qui avait emprunté le concept de la «révolution orange» menée en Ukraine lors de la contestation des résultats des élections présidentielles en 2004

Ivato

De retour d'Afrique du Sud, le chef de l'État a ordonné au gouvernement de rétablir l'ordre public. Des milliers de personnes sont venues lui manifester leur soutien, hier

Le pouvoir n'entend pas se laisser faire. Les ripostes ont plu depuis samedi. Des dirigeants du Tiako i Madagasikara au chef de l'État en passant par le gouvernement et l'administration publique, la mobilisation a été générale

Le président de la République est rentré précipitamment d'Afrique du Sud, hier. Après avoir été à Cape Town où se tient la Conférence mondiale sur le rôle des juridictions constitutionnelles de l'État moderne, il aurait encore dû se rendre à Pretoria pour participer à la réunion extraordinaire de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe sur le Zimbabwe. La situation politique au pays étant tendue, il a écourté son voyage.

«Je n'accepte pas que l'on foule aux pieds la Constitution et que l'on bafoue l'honneur des institutions. Cela me révolte et me met en colère», a d'emblée déclaré le chef de l'État à sa descente d'avion. «Je me suis tu jusqu'ici, mais là, cela dépasse les bornes, je ne le tolérerai plus», a-t-il martelé, faisant allusion à ce qu'il qualifie de «coup d'État et d'appel à la

désobéissance».

Le ton a été ferme et l'irritation perceptible. «J'ai juré de veiller sur la Constitution, je suis le premier garant de son respect et j'ordonne au gouvernement de rétablir l'ordre public», a-t-il poursuivi. Depuis le début du bras de fer, le chef de l'État a toujours montré son inflexibilité. Il a certes tenté d'entrouvrir la voie du dialogue, mais le discours qu'il tient aussitôt après, plutôt dur à l'endroit du maire d'Antananarivo, semble avoir refermé les portes.

Soutien populaire

Jusque tard dans la soirée d'hier, aucune mesure particulière n'a encore été prise. En attendant de passer à l'action, le pouvoir semble encore vouloir s'assurer du soutien populaire. «Êtes-vous prêts pour cela ?», a tenu à demander le Premier ministre Charles Rabemananjara à la foule venue à Ivato, réclamant l'arrestation de Andry Rajoelina, leader de Tanora malaGasy Vonona. «Ne vous en faites pas, dès ce soir, nous allons nous engager dans cette voie», a-t-il scandé, les poings levés, après avoir obtenu une réponse positive des plus enthousiastes.

Pour répliquer à la manifestation organisée par l'équipe du maire d'Antananarivo, le pouvoir voulait absolument montrer que lui aussi a ses partisans. En attendant la contre-manifestation prévue samedi prochain au stade de Mahamasina, un accueil qui se voulait triomphal a été organisé hier à l'intention du président de la République à Ivato et le long des rues tananariviennes.

«Je ne m'y attendais pas, cela me rappelle 2003 quand je suis revenu de Maputo négocier le retour de Madagascar au sein de l'Union africaine», a déclaré le chef de l'État. Des milliers de personnes sont venues à l'aéroport d'Ivato, tandis que d'autres milliers se sont massées en certains endroits longeant la route reliant Ivato à Antananarivo. La mobilisation de la population en vue de «protéger les acquis» était diffusée en boucle sur les chaînes audiovisuelles du groupe Tiko, et des taxis-brousse ont été spécialement affrétés pour transporter les partisans du président en provenance des régions et districts éloignés, comme ceux de Manjakandriana ou du Vakinankaratra.

Iloniaina Alain et Lova Rabary-Rakotondravony

Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=24079>

Publié le

LUNDI 26 JANVIER 2009 à 17h 09

Madagascar: Rajoelina suspend les manifestations, le président appelle à discuter

- ANTANANARIVO, 27 jan 2009 (AFP)© 2009 AFP



Le maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina, devenu le principal opposant du président malgache, a annoncé mardi matin qu'il "suspendait" avec effet immédiat les manifestations contre le régime, lors d'une intervention à l'antenne d'une radio malgache.

De son côté, le chef de l'Etat, Marc Ravalomanana, a appelé à "discuter" en mettant de côté "tout ego", pour régler la crise.

Aucun manifestant n'était visible en début de matinée dans les rues de la capitale, qui portait les stigmates des pillages qui ont accompagné les émeutes de la veille.

"On suspend le mouvement aujourd'hui (mardi). Tout le monde reste à la maison", a déclaré le maire, qui s'exprimait en langue malgache, à la radio privée Radio Antsiva

"Il n'y a pas de discussions ou dialogue aujourd'hui. Il faut d'abord juger le militaire qui a tué un de mes partisans", a-t-il ajouté. Selon les partisans du maire, un manifestant a été tué lundi à Antananarivo en marge d'un rassemblement à l'appel du maire contre le régime de M. Marc Ravalomanana qui a dégénéré en émeutes.

S'exprimant également en malgache sur la même radio, M. Ravalomanana, a appelé au calme et au dialogue.

"J'appelle les gens au calme. Il faut mettre de côté toute fierté, tout égo. Il faut discuter", a déclaré le chef de l'Etat. "Il y a déjà des rapprochements", a ajouté M. Ravalomanana, sans autre précision sur la nature de ces "rapprochements".

Lundi matin, les manifestants s'étaient à nouveau rassemblés sur la place du 13 mai, haut lieu de la contestation malgache, à l'appel de M. Rajoelina - surnommé "TGV" pour son caractère fonceur - qui dénonce depuis vendredi "une dictature" à Madagascar - et avait lancé un mot d'ordre de grève générale pour ce lundi, avant d'appeler à une nouvelle manifestation mardi matin.

Le rassemblement a dégénéré en émeutes. Deux centrales d'achat appartenant au groupe agro-alimentaire Tiko de M. Ravalomanana, ainsi que les locaux de sa télévision privée MBS, ont été pillés et saccagés, selon des sources concordantes. Des supermarchés avoisinants ont été pillés.

Les manifestants s'en étaient d'abord pris aux locaux de la radio nationale malgache, au centre-ville, qu'ils ont saccagés et partiellement incendiés.

De même, une centaine d'émeutiers ont pillé la maison d'un conseiller politique du président tandis que des partisans du maire érigeaient des barrages routiers dans la ville.

Jeune entrepreneur, le maire entretient des rapports tendus avec le régime depuis son élection en indépendant à la mairie en décembre 2007. Le bras de fer s'est envenimé depuis la fermeture par le gouvernement le 13 décembre 2008 de la télévision privée Viva, propriété du maire, qui avait diffusé une interview de l'ex-président Didier Ratsiraka.

Président de Madagascar pendant 25 ans, Ratsiraka est exilé en France depuis 2002, après une grave et sanglante crise politique qui avait vu l'accession au pouvoir de Ravalomanana, réélu en décembre 2006.

Source : <http://www.nordeclair.fr/France-Monde/Breves/2009/01/27/vdn-967766.shtml>



FLASH INFOS 26 JAN, HEURE DE MADAGASCAR: FIL INFO 26 JANVIER HEURE DE MADAGASCAR

- 01h30 : troubles a Analamahitsy. Appel aux fokonolona
 - 01H10 : Appel aux jeunes de 67ha pour protéger leur quartier.
 - 01H00 : Andry Rajoelina demande a l'Etat d'intervenir avec la police et l'armée.
 - 00h30 : Les forces de l'ordre sont au 67ha
 - 00h28 : pillage du centre commercial tanjombato
 - 00H05 : 8 prisonniers d'antanimora attrapés par la population a ankadivato
 - 23H50 : Econocenter brulé
 - 23H40 : Courts Ankonondrano brulée
 - 23H39 De nombreux appels sur Radio Antsiva pour faire part du désarroi face aux incendies et pillages. Ou est la police ? Ou est l'armée ? Ou sont les pompiers ?
 - 23H19 : coup de feu contre des pilleurs près de Suprême Center Behoririka
 - 23H16 : Maison d'habitants aux 67ha pillées. Botika orange 67ha pillée
 - 23H07 : Galerie Zoom brulée
 - 22H50 : Andry TGV a décidé d'aller sur le terrain pour aider les pompiers.
 - 22H44 : Radio Antsiva annonce que des manifestants veulent s'en prendre au dépôt de carburant d'ankorondrano et au barrage Jirama Mandroseza.
 - 22h30 : Pillage a Behoririka. Maison brulée à Soarano, face au building Ramarason.
 - 22h23 : Table ronde demain prévue entre Andry TGV les bailleurs, les ambassadeurs et Ravalomanana. Andry TGV a appelé à la cessation des pillages dans la capitale.
 - 22H14 : Courts 67 ha pillé, Floreal center pillé !
 - 22H00 : Naza Electronic Analakely brulé !
 - 21H00 : Radio Antsiva annonce un dialogue entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana
 - 20H45 : vu Force One 2 à ivato en milieu de piste
 - 20H42 : Radio Antsiva annonce un possible directoire militaire
 - 20h10 : prison break général a la prison d'antanimora ! Centre commercial du citic Behoririka attaqué.
 - 19H48 : Antananarivo retrouve le calme...
 - 18h59 : TGV réclame la libération des étudiants emprisonnés il y a 3 jours
 - 18h35 : Force One 2 a décollé à 17H50
 - 18H30 : selon radio antsiva, la TVM n'aurait pas été touchée par l'incendie de la Rnm ce matin
 - 18h20 : La conférence des eveques de madagascar (CEM) par le biais de son président Mgr FUlgence Rabemahafaly appelle les deux partisans au dialogue
 - 18h19 : Radio Antsiva reprend l'antenne.
 - 17H59 : le PM a annulé sa déclaration. Des sources confirment la démission de plusieurs membres.
 - 17H50 : rumeur de démission du gouvernement. A prendre au conditionnel faute de confirmation par les médias
 - 17H05 : Vu : des camions Tikos escortés par des militaires en direction d'Antsirabe
 - 17h00 : Plus aucune radio ni télé ne marche excepté des chants évangéliques
 - 16H40 Les magasins Courts et Cora ankorondrano dévalisés
 - 16H40 : 1 des corps des tgvistes décédés à Mbs amené place du 13 mai
 - 16H30 Le PM devrait faire une déclaration dans les prochaines minutes. Marc Ravalomanana "introuvable"
 - 16H20: La station TV plus a cessé d'émettre
 - 16H10 : Andry TGV appelle a revenir au 13 mai **demain**
 - 15H50 Andry TGV va s'exprimer sur Tv Plus
 - 15H30 Auditorium Ankorondrano brulé !
- L'armée refuse d'intervenir laissant le champ libre aux manifestants. Marc Ravalomanana serait
- 15H00. Magro Ankorondrano dévalisé par La foule
 - 14h40 Magro Tanjombato du groupe Tiko brulé !
 - 14h00 : MBS brulée ! 2 morts par balle coté TGV
 - 13H00 : TVM et RNM ont été brulées par les Tgv
 - 02H50 RADIO VIVA fermée par des mercenaires

Source : http://www.sobika.com/madagascar-informations/news_1105.php

26 JANVIER 2009

De retour de son voyage en Afrique du Sud, le Président de la République a ordonné au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour rétablir l'ordre, notamment dans la Capitale. « *Je suis fâché parce que la Constitution est bafouée et un appel à la désobéissance civile et à la déstabilisation est un coup d'Etat. Je n'accepterai jamais cela. Nous sommes arrivés à un point où il est temps de rétablir l'Etat de droit, nous sommes tous au-dessous de la loi !* », a déclaré le Chef de l'Etat à son arrivée à Ivato hier vers 16h30.

Ce voyage en Afrique du Sud entre dans le cadre de la refonte du code électoral mais aurait dû se poursuivre encore quelques jours de plus pour le Président de la République malgache avec la réunion extraordinaire au sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc) sur le Zimbabwe qui devrait se tenir à partir de demain pour tous les Chefs d'Etat ou de gouvernement des 14 pays composant la Sadc. Réunion qui, rappelons-le, est boudée par l'ex président sud-africain Thabo Mbeki. Retour immédiat donc pour Marc Ravalomanana puisque la situation est critique, et d'où cette annonce de ferme rétablissement de l'ordre :

« *Quiconque essaie de toucher à la Constitution est mon ennemi et je donne l'ordre au Premier ministre de rétablir l'ordre immédiatement. Ça suffit maintenant pour les outrages publics. J'ai déjà lancé plusieurs fois l'appel au dialogue et j'ai demandé à ses conseillers et ses proches de le faire revenir dans le bon sens* », a affirmé le Chef de l'Etat. Et à la sortie de la conférence de presse, le Premier ministre Charles Rabemananjara a demandé aux militants Tim et pro-Ravalomanana venus accueillir le Président s'ils veulent qu'on arrête le Maire d'Antananarivo Andry Rajoelina. A la réponse positive de la foule, le Pm a déclaré : « *ce sera fait dès ce soir !* » (Ndlr : Hier soir).

Allocution dominicale

Pour connaître les véritables dispositions que l'Etat va prendre, les observateurs ont attendu avec intérêt l'allocution dominicale du Chef de l'Etat sur la chaîne nationale mais il n'en fût rien. Le journal télévisé de la Tvm a commencé tout de suite avec les reportages de l'arrivée présidentielle à Ivato et la conférence de presse qui s'est tenue au Salon d'honneur de l'aéroport avec un fond sonore « *Tgv, sambory !* » (Littéralement : arrêtez Tgv !), scandé par les militants Tim. Les vrais en tout cas, puisque le bruit circulait qu'on a rameuté la population tananarivienne à coup de 2 000 à 5 000 ariary par personne pour remplir les bus et camions prévus accueillir Marc Ravalomanana à l'aéroport d'Ivato. Pour les fonctionnaires et tous ceux qui ont bénéficié des mannes de différents projets de « *développement* », on raconte que leur présence sur le lieu a été obligatoire. Et selon un agent du peuple (mpiasam-bahoaka), beaucoup ont éteint leur poste de téléphonie mobile si d'autres, surtout ceux qui gèrent les projets, ont argué une surcharge de travail car les fonctionnaires ont tous été « *réquisitionnés* » rapidement par leurs supérieurs hiérarchiques respectifs. Il n'empêche que la route d'Ivato était pleine de ces 4x4 flambant neuf et de belles voitures légères et d'autres militants (ou badauds, c'est selon) se sont massés le long de cette route jusqu'à Tana, en passant par Andranomena, Ambohimanarina et les 67 ha, pour acclamer le Président de la République. Apparemment, Marc Ravalomanana n'était pas au courant d'une organisation de la part de son parti. Croyant que la venue de cette foule est spontanée, « *je suis étonné et profondément ému de l'accueil que le peuple et vous, les journalistes, m'ont réservé aujourd'hui. La dernière fois, c'était en 2003 lorsque nous avons demandé d'organiser la tenue du sommet de l'Union africaine* », a déclaré le Président lors de cette conférence de presse.

Réaction du PM

Pour une fois donc, le Premier ministre a eu une réaction alors que avant-hier, beaucoup se sont étonnés de son mutisme et son immobilisme car dès l'annonce d'une grève générale sur la Place du 13 mai, c'est le nouveau ministre de l'Intérieur Gervais Rakotonirina, accompagné de l'autre nouveau ministre de la Sécurité intérieure Désiré Rasolofomanana, qui ont tenu la vedette en convoquant les journalistes pour une conférence de presse de 30 secondes et un appel au calme. Cet appel a été relayé, ensuite quelques heures plus tard, par le bureau national du Tim composé de Yvan Randriasandratiniony, Président national du parti et Président du Sénat, Ivohasina Razafimahefa qui est le secrétaire général et en même temps ministre de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, et entre autres de Jacques Sylla, simple membre et Président de l'Assemblée nationale.

En tout cas, il n'y a plus aucune possibilité de dialogue entre les deux hommes puisque, l'ordre est donc lancé pour mater le mouvement.

Jean Luc Rahaga

Source :

http://www.laverite.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=2704:ordre-pour-&catid=34:actualites-madagascar&Itemid=53



FLASH INFOS 27 JAN, HEURE DE MADAGASCAR:

- 22H50 : désolation à Mahajanga. 80% des magasins dévastés.
- 22H00 : Marc Ravalomanana estime que le peuple qui l'a accueilli à Ivato il y a 2 jours ne s'est pas encore exprimé
- 22H00 : Dans son allocution, Marc ravalomanana affirme que tous les ministres sont à leur poste
- 21H50 : combats entre armées et casseurs à Tamatave
- 21H35 : France24 annonce la mort de 25 pillards brulés vifs sous l'effondrement d'un toit hier
- 21H00 : Ravalomanana s'exprime sur radiomada
- 20H40 : Hotel de France Mahajanga pillé
- 20H40 : Des casseurs signalés à Ambolomadinika (RN 2) Toamasina
- 19H50 : Bilan émeutes Mahajanga : 3 morts. Violence intense selon les habitants
- 19H30 : Des pillages continuent à Mahajanga. 2 hotels pillés.
- 19H09 : Andry Rajoelina interrogé par RFO. Dis qu'il n'il y aura pas de négociation avec Ravalomanana.
- 18H56 : Site TIM.org et forum réouvert
- 18H50 : Radio Antsiva annonce un couvre feu de 21h à 4h à Tana
- 18H45 : (correction) Shoprite Ampefiloha : rien à signaler
- 18H42 : Antalaha : Magasin tiko attaqué. Casseurs se dirigent vers Authentic shop
- 18H30 : Mise en déroute des casseurs par les employés des zones franches ! Ils ciblaient Moov et Orange
- 18H22 Prochaine cible des casseurs possible. La zone galaxy andraharo, Tana (Orange, Moov...)
- 18H11 : Andapa : Tiko dévalisé... mais rien dedans ! Magasin du maire attaqué
- 18H10 : Magro Nosy Be attaqué depuis une heure
- 18H02 : Radio Antsiva annonce que des bandes sont bien payées pour mettre le "bordel"
- 18H00 : Vohémar : 20 containers de vanille pillés + 2 containers de sucre
- 17h53 : Ravalomanana vient de s'exprimer sur Radio Antsiva et redemande un appel au calme
- 17H40 : Sambava : Magasin Dounia bel et bien pillé
- 17H12 : Andapa : Attroupeement devant Tiko
- 17H10 : Toyota Rassetta Sambava dévasté. Assaut sur magasin Dounia déjoué.
- 17H02 : Antsirabe : Magro, shoprite et Courts pris pour cibles
- 17H01 : Sambava. MBS en feu. Les manifestants se regroupent devant Sunny Hotel (Rassetta)
- 17H00 : Le consulat de France de Tana demande a ses ressortissants de rentrer avant 18h pour causes d'opérations de maintien de l'ordre cette nuit.
- 16h58 - Fermeture de sites web en cascades ! Madagate.com, 13mai.com , onilahy.com...!
- 16h54 : Le général en retraite Désiré Ramakavelo estime qu'il faut " un gouvernement de transition"
- 16h47 : Sambava : grossiste Donia dévasté
- 16H40 : Tamatave : Magro incendié. Militaires en fuite. Camion tiko incendié. Bianco saccagé.
- 16H40 : le site pro Tgv Madagate.com fermé en France !
- 16h35 : Tiko Vohémar incendié
- 16H32 : Magro Fianarantsoa vient d'être pillé
- 16H27 : Tirs de mitrailleuse devant Magro Tamatave
- 16H25 : Ny Hasina Andriamanjato, Elia Ravelomanantsoa, Andry Rajoelina affirment faire l'objet d'un mandat d'arrêt. Pas de confirmation gouvernementale.
- 16H16 : Tuléar : Pillage Magro depuis ce matin à 11h.1 mort. Bureaux du Bianco dévasté
- 16H13 : Radio Rdj emet de nouveau
- 16H10 : Ravalomanana demande aux provinces de ne pas tout détruire. Ravalomanana en appelle aux raiamandreny et promet une démocratie
- 15H44 : Silence radio du coté du gouvernement. Aucun ministre ne veut s'exprimer.
- 15H39 : Andry Rajoelina indique qu'il fera une grande déclaration demain place du 13 mai
- 15H30 : Sambava : magro pillé
- 15h28 : Sambava : Attroupeement devant le grossiste Donia et la station Total
- 15H15 : MaTV emet de nouveau
- 15H08 : confirmé : 5 morts a Antanimora (prison)
- 15H06 : Une entreprise japonaise attaquée à Ivato (daiho)
- 15H05 : Attaque imminente du magro Nosy be
- 15H02 : rotaka à Tamatave. Manifestants brandissent portrait de D. Ratsiraka
- 14H48 : Confusion a Antanimora autour de la prison

- 14H45 : Attaque shoprite tsiadana : 5 morts
- 14H43 : Forum internet TIM fermé
- 14H42 : Nosy Be : attroupement autour de Magro
- 14h40 : Shoprite ampefiloha pillé
- 14H35 : Le président des revendeurs de Carburants demande aux gens de ne pas stocker du carburant. Une cargaison est en route depuis diégo
- 14H30 : Ravalomanana promet le calme et l'ordre dans "très peu de temps"
- 14H30 : officiel : Andry Rajoelina refuse la médiation
- 14H10 : coups de feu à faravohitra
- 13H57 : rafales et grenade tirées à Ampasanimalo/Tsiadana (nouveau Shoprite). Plusieurs blessés
- 13H56 : coups de feu au rond point ankoroahatra
- 13H50 : forum tim réaccessible. site TIM fermé
- 13H35 : Magro Tuléar pillé, rotaka a ambositra
- 13H30: Réouverture de RTA
- 13h26 : Site Tim fermé.
- 13H22 : Showprite analakely attaqué
- 13H20 : Ravalomanana a Morondava avec sa famille
- 12H25 : Magro antsirabe, sambava, Toamasina attaqués
- 12H00 : Géant score mahajanga en feu
- 11h55 : Immeuble aro ampefiloha attaqué !
- 11H02 : Radio Viva emet de nouveau
- 11H01 : Magro Mahajanga pillé
- 11H00 : Une conférence de presse de l'Etat major mixte opérationnel national (EMMONAT), Cet organe chargé de la sécurité a promis de travailler de concert avec les andrimasompokonolona pour rétablir l'ordre
- 10H33 : Mahajanga ferait l'objet de manifestations. attente confirmation
- 10H25 des tonnes de riz et farine sont pillés au magro tanjombato.
- 10H00 Manifestations anti Tim à Fianarantsoa
- 09h55 : Andry Rajoelina pose ses conditions pour une rencontre : libération des étudiants et mise au parquet des personnes qui ont tué un manifestant à MBS
- 09h35 : Seule Radio Antsiva er Radio Don Bosco émettent ce matin. Pas de tv
- 09h27 : Les pillages ont continué ce matin à Tanjombato
- 09H00 : Marc Ravalomanana indique qu'un rapprochement sera fait. Appel au calme
- 08H50 : Andry Rajoelina demande a la population de rester chez soi. Pas de 13 mai

Source : http://www.sobika.com/madagascar-informations/news_1107.php



VOVONANA IOMBONAN'NY FIRAIISA-MONIM –
PIRENENA ETO MADAGASIKARA (VOIFIRAIISANA)

PLATE-FORME NATIONALE

des Organisations de la Société Civile de Madagascar (PFNOSCM)

Lot II M 71B - Antsakaviro – Antananarivo - MADAGASCAR

Tél. 00 (261) 20 22 204 48 - Email : eccpl@moov.mg

FANAMBARANA

Ny VOVONANA IOMBONAN'NY FIRAIISAMONIM-PIRENENA - VOIFIRAIISANA na ny « Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar » - PFNOSCM izay ivondronan'ireo Fikambanana telo arivo mahery (3000) manerana ny fokontany sy ny kaominina ary ny distrika sy ny faritra roambiroapolo (22), dia manao izao antso avo izao amin'ny vahoaka malagasy tsy an-kanavaka, amin'ny mpikatroka rehetra eto amin'ny firenena, na ny Fanjakana sy ny olomboafidy isan'ambaratongany, na ny antoko politika, na ny seha-pamokarana tsy miankina, na ny firaisa-monim-pirenena rehetra sy ny mpiserasera, na ny sendika, na ny mpitondra fivavahana sy ny antokom-pinoana, na ny manamboninahitra sy ny miaramila, ary indrindra ireo hery mifanolana.

Eo anatrehan'ireo tranga-javatra isa-karazany miseho eto an-drenivohitra izay miteraka faty olona sy ratra, tebiteby ho an'ny mponina, famoizam-pananana ho an'ny firenena sy ho an'ny olon-tsotra, dia heverin'ny VOIFIRAIISANA/PFNOSCM, fa andraikiny ny mampahatsiahy ireo SOATOAVINA MALAGASY ijoroany izay voarakitra ao amin'ny Dina iombonany ary ezahany ampiharina hatrany, dia ireto avy :

- § Ny fanajàna ny HASIN'NY AINA sy ny HASIN'NY MAHA-OLONA
- § Ny fanajana sy fiarovana ny HASIN'NY TANY SY NY TANINDRAZANA
- § Ny fandalàna ny FIHAVANANA sy ny FILONGOA ary ny FIRAIISAN-KINA
- § Ny fiarovana ny FIRAIISAM-PIRENENA sy ny TOMBOTSOAN'NY BESINIMARO
- § ny fikatsahana ny FAHAMARINANA, ny RARINY sy ny HITSINY ary ny FITOVIANA
- § Ny Fandalàna ny FIFANAJÀNA SY FANETRE-TENA ARY NY FAHASAMIHAFÀNA

Araka izany dia :

§ Maneho ny tsy fankasitrahany ireo fandroana trano, fandroàna tranombarotra sy fananan'olon-tsotra ary fanapotohana harem-pirenena itambaran'ny Malagasy tsy vaky volo eran'ny Nosy

§ Manamafy fa tsy hitondra tombotsoa ho an'ny Vahoaka sy ny Firenena ny fizorana mankany amin'ny korontana sy ny fifandonan'ny samy Malagasy, fa ny fifanatonana sy ny fiaraha-mitady vahaolana no lalan-tokana tokony aleha.

§ Mahalala fa Vahoaka hendry sy mandala tanteraka ny soatoaviny ny Vahoaka malagasy eran'ny faritra 22 sady efa nanatsoaka lesona rahateo koa tamin'izay niainany vao tsy ela akory izay ka hikajy toy ny anakandriamaso ny Fihavanana sy ny Firaisam-pirenena ary ny Filaminana sy ny Fandriam-pahalemana na eo dia eo tokoa aza ireo ezaka efa vita tokony ho tohizana sy hatsarina ary mbola eo koa ireo lafin-javatra isa-karazany mila fanovàna, na eo amin'ny fitsinjarana ara-drariny ny vokatry ny fiakatra ny harin-karena izany, na eo amin'ny fampiharana ny tena demokrasia eto amin'ny Tany sy ny fanjakana, na eo amin'ny fanavaozana ao anatin'ny mangarahara tanteraka ny politika momba ny fanomezana na fampanofàna tany midadasika olona na orinasa malagasy sy vahiny amin'ny faritra maro eto Madagasikara...

Noho izany dia :

§ Tokony himasoana ny fiaraha-manatsara ny fitantanana ao anaty demokrasia marina ka anisan'izany ny fiaraha-mijery ny Lalam-panorenana sy ny Fepetra rehetra manodidina ny Fifidianana (Système électoral) ary ny fampijoroana Komitim-pirenena Mahaleo-tena miandraikitra ny Fifidianana.

§ Ilaina ny fiaraha-mitady izay tokony hatao eto Madagasikara hampijoroana Sata eken'ny rehetra sy Rafipitondrana mafy orina ka tsy amin'ny alalan'ny korontana sy ny herisetra ary ny fandroàna hatrany no fomba itakiana ny fanovàna..

Ny VOIFIRAISANA/PFNOSCM dia manolotra fisaorana feno ireo hery sy antokon'olona ary olom-pirenena izay nivoy ny Filaminana sy ny Fandriampahalemana ilain'ny vahoaka malagasy ary naneho ny fahavononany hampifanatona sy hiara-hitady vahaolana amin'ny roa tonta.

Araka ny efa voalazan'ny Filoha nasionalin'ny VOIFIRAISANA/PFNOSCM tamin'ireo mpanao gazety maro tamin'ny Zoma tolakandro teo dia vonona koa ny Fikambanana hiaraka hitady vahaolana maharitra mba tsy hiverenan'ny toe-javatra toy izao intsony eto amin'ny Firenena sy eto an-drenivohitr'i Madagasikara.

Antananarivo, faha 27 janoary 2009

Amin'ny anaran'ny Komity Nasionalin'ny Soridàlana sy ny Fanaraha-maso ny Faritra 22 (CNOSS)

Ny Filoha nasionaly

RANDRIAMAMPIONONA Lalao



PLATE-FORME NATIONALE
des Organisations de la Société Civile de Madagascar (PFNOSC)
Lot II M 71B - Antsakaviro – Antananarivo - MADAGASCAR
Tél. 00 (261) 20 22 204 48 - Email : eccpl@moov.mg

VOVONANA IOMBONAN'NY FIRAIISA-MONIM –

PIRENENA ETO MADAGASIKARA (VOIFIRAIISANA)

DECLARATION

La PLATE-FORME NATIONALE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DE MADAGASCAR - PFNOSC ou « VOVONANA IOMBONAN'NY FIRAIISAMONIM-PIRENENA – VOIFIRAIISANA » qui rassemble plus de 3000 organisations dans les communes, les districts et les 22 régions de Madagascar, lance cet Appel au peuple malagasy tout entier, à tous les acteurs au sein de la Nation dont l'Etat et les élus aux différents niveaux, les partis politiques, le secteur privé, la société civile et la presse, les syndicats, les responsables et membres des organisations confessionnelles, l'armée et ses dirigeants, et en particulier aux deux protagonistes

Face aux différents événements de la capitale ayant causé des morts et des blessés, l'angoisse et l'insécurité chez les habitants, la perte de patrimoine national et de patrimoine particulier de simple citoyen, la PFNOSC considère qu'il est de son devoir de rappeler les VALEURS IDENTITAIRES FONDAMENTALES du peuple malagasy et de l'organisation qui sont inscrites dans sa CHARTE COMMUNE comme guide permanent de son action, et qui sont :

- § Le respect de la vie et de la dignité humaine
- § La sauvegarde de la Terre ancestrale
- § La défense permanente de l'intérêt national et de l'unité nationale
- § La sauvegarde et la promotion de la solidarité, de l'entraide et de l'appui mutuel au service du bien commun
- § La sauvegarde et la promotion de l'intégrité, de l'égalité, de la justice et de la liberté
- § La promotion du respect mutuel, de la modestie et de la diversité

En conséquence :

- § Condamne les différentes exactions commises ayant provoqué la perte de vies humaines, la destruction de patrimoine national appartenant à l'ensemble du peuple malagasy, la perte de biens particuliers et d'instruments de production
- § Réaffirme qu'il n'est pas de l'intérêt des populations et de la Nation malagasy de s'engager dans la voie du désordre et des affrontement, que l'unique voie à adopter pour trouver ensemble des solutions adéquates s'avère être le dialogue et les négociations
- § Est convaincue que profondément attaché à sa sagesse légendaire et à ses valeurs identitaires, ayant tiré des leçons de son expérience douloureuse récente, le peuple malagasy défendra comme les prunelles de ses yeux la solidarité, l'unité nationale, la paix et la sécurité, en rapport avec les efforts déjà réalisés qui doivent être renforcés et améliorés, et avec les différents changements nécessaires, concernant notamment la répartition équitable des fruits de la croissance économique, la démocratisation de la vie publique, la conduite dans la transparence de la politique de l'octroi ou de la location de grandes superficies de terres à des entreprises et des particuliers malagasy et étrangers dans différentes régions de Madagascar

Il est impératif de

- § Axer les efforts sur l'instauration d'une véritable démocratie participative dans la conduite des affaires publiques par la mise en place consensuelle de la Constitution, du système électoral et d'une Commission Nationale Indépendante chargée des Elections
- § Chercher ensemble le mode et le style de gouvernance qui correspondent aux intérêts de toute la Nation, qui assurent la stabilité institutionnelle parce qu'ils recueillent son adhésion et qui permettront d'éviter le cercle infernal de recours à tout moment au désordre et à la violence pour obtenir des changements.

La PLATE-FORME NATIONALE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DE MADAGASCAR - PFNOSC ou « VOVONANA IOMBONAN'NY FIRAIISAMONIM-PIRENENA – VOIFIRAIISANA » remercie tous

ceux qui ont appelé à l'instauration de la paix et de la sécurité dont le peuple malagasy a besoin et qui ont exprimé leur volonté de faciliter le dialogue et les négociations entre les deux protagonistes pour trouver une solution juste.

En conformité avec les positions de la PFNOSCM/VOIFIRAISANA exprimées devant l'ensemble de la presse Vendredi 23 janvier dernier, l'organisation est prête à travailler de concert avec toutes les parties prenantes pour la recherche d'une solution juste et durable afin d'éviter la réédition de tels évènements déplorables à Madagascar et dans la capitale.

Antananarivo le 27 janvier 2009

Au nom du Comité National d'Orientation et de Suivi Stratégiques des 22 Régions (CNOSS)

La présidente nationale

RANDRIAMAMPIONONA Lalao

FANAMBARANA

Izahay, sendikan'ny mpiasa, FLSE.MA. – FLSE.MA.RE. – U.S.A.M. - SE.RE.MA. , manoloana ny sehon-javatra mitranga eto amin'ny Firenena dia manao izao fanambarana izao :

Ny DEMOKRASIA, araka ny Fanambarana Iraisam-pirenena momba izany, dia sady idealy eken'izao tontolo izao no zava-kendrena miorina amin'ny soatoavina iombonan'ny vahoaka mandrafitra ny fiaraha-monina maneran-tany, na dia eo aza ny fahasamihafana ara-politika, ara-toekarena sy sosialy. Zo fototry ny olom-pirenena, araka izany, ny DEMOKRASIA, ka tokony hizakana ao anaty fahalalahana, ny fitoviana sy ny mangarahana, ary ny fanajana ny fahasamihafana sy ny tombotsa iombonana.

Noho izany, ny faniriam-bahoaka sy ny fitakiany ny DEMOKRASIA sy ny RARINY ARA-TSOSIALY, dia fitakiana ara-drarin'ny tsy saro-takarina, noho ny antony efa iaraha-mahalala ary nodradradrain'ny tontolo sendikalin'ny mpiasa ombieny ombieny.

- Tianay ihany koa ny manpatsiahy etoana ireo fenitra vitsivitsy voarakitry ny Fanambarana'ny Fandaminana Iraisam-pirenena momba ny Asa (Organisation Internationale du Travail) tamin'ny taona 1944 tany PHILADEPHIE, izay anisan'ny loharano nanovozana ny Fanambarana Iraisam-pirenena momba ny Zon'Olombelona sy ny soatoavin'ny fiaraha-monina demokratika :

- ❖ Ny fahafahana maneho hevitra sy ny manao fikambanana dia fepetra tsy azo ihodivirana ho amin'ny fandrosoana mitohy ;
- ❖ Ny fahantrana – na aiza na aiza misy izany – dia loza mitatao amin'ny fandrosoan'ny rehetra ;
- ❖ Ny tolona amin'ny tsy fahampiana dia tokony hatao tsy ankijanona eo anivon'ny firenena sy amin'ny alalan'ny ezaka iraisam-pirenena mitohy sy ifanarahana ka handraisan'ny solontenan'ny mpiasa sy mpampiasa - izay miara-miasa am-pitoviana lenta amin'ny solontenam-panjakana - anjara amin'ny adi-bevitra malalaka sy fanapahan-kevitra amim-pomba demokratika mba hampivoarana hatrany ny soa iombonana.


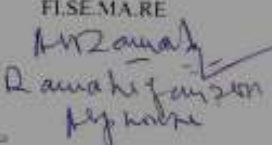


Ny tsy fahalalana sy ny tsy fanajana ireo fenitra fototra ireo no heverinay fa rangory fototry ny afo mahatonga izao korontana izao.

Ho fisorohana ny tranan-javatra toy izao, izahay dia manamafy ny fangatahan'ny Fiaraha-midiniaky ny mpiasa Malagasy (Conférence des Travailleurs de Madagascar) ny amin'ny fampijoroana ny Filankevitry ny Repoblika momba ny raharaha ara-toekarena sy sosialy.

Melohinay ireo mpanararaotra manao asa fandrohana ka miteraka fanimban-javatra sy fahaverezan'asa marobe, izay olana tsy maintsy hatrehina indray.

Ny FLSE.MA. , ny FLSE.MA.RE , ny U.S.A.M. , ny SE.RE.MA. dia maneho ny fiaraha-miory sy mankahery ireo fianakaviana niara-boina sy namoy hava-malala vokat'izao raharaha izao

Antananarivo, faha-27 Janoary 2009

| | | | |
|---|---|---|--|
| FLSE.MA. | FLSE.MA.RE | U.S.A.M. | SE.RE.MA. |
|  |  |  |  |
| Faly RANIVONANGILO | Ranahi Jamin | Leburantien A. Samuel | Mariambeloton Welle au |

COMMUNIQUE

Nous, centrales syndicales des travailleurs, FI.SE.MA. - FI.SE.MA.RE. - U.S.A.M. - SE.RE.MA, face à la situation qui prévaut actuellement au pays, faisons la déclaration suivante :

- la Démocratie, selon la Déclaration Universelle s'y rapportant, est à la fois un idéal universellement reconnu et un objectif fondé sur les valeurs communes à tous les peuples qui composent la communauté mondiale, indépendamment des différences culturelles, politiques, sociales et économiques. Elle est donc un droit fondamental du citoyen, qui doit être exercé dans des conditions de liberté, d'égalité, de transparence et de responsabilité, dans le respect de la pluralité et dans l'intérêt commun »

L'aspiration de la population et sa revendication pour une plus de démocratie et de justice sociale sont, ainsi, légitime et compréhensible, pour des raisons évidentes que le monde syndical a, à maintes reprises, décriées.

- Nous tenons à rappeler quelques principes fondamentaux de l'Organisation Internationale du Travail contenus dans sa Déclaration de PHILADELPHIE, en 1944 et desquelles s'est inspirée la Déclaration Universelle de Droits de l'Homme ainsi que les pactes y afférents :

- ❖ La liberté d'expression et d'association est une condition indispensable d'un progrès continu ;
- ❖ La pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous ;
- ❖ La lutte contre le besoin doit être menée avec une infatigable énergie au sein de chaque nation et par un effort international continu et concerté dans lequel les représentants des travailleurs et des employeurs, coopérant sur un pied d'égalité avec ceux des gouvernements, participent à de libres discussions et à des décisions à caractère démocratique en vue de promouvoir le bien commun.

La non-compréhension et la non-observation de ces principes fondamentaux nous semblent expliquer l'origine des troubles actuelles.

- Nous réitérons, en conséquence, la requête de la Conférence des Travailleurs Malgaches pour la mise en place d'un Conseil de la République pour les Affaires Economiques et Sociales afin de prévenir de telles manifestations.
- Nous condamnons les auteurs et les commanditaires des actes de vandalisme manigancés, causant des dégâts importants qui engendrent d'énormes pertes d'emplois et des difficultés économiques incalculables pour le pays.
- Nous, centrales syndicales sus-citées, adressons nos condoléances aux familles des victimes.

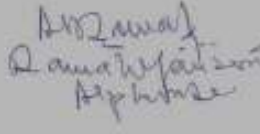
Antananarivo, le 27 JANVIER 2009

FI.SE.MA



JOSE RANDRIANASOLO

FI.SE.MA.RE



U.S.A.M.



SE.RE.MA



27 JANVIER 2009-05-09



FANAMBARANA

Manoloana ny toe-draharaham-pirenena amin'izao fotona izao, izay namoizana aina sy fanànana, izahay Mpikambana ao amin'ny Birao Nasionaly KMF-CNOE, izay mivory tsy ara-potoana eto Antananarivo, dia manao izao fanambarana izao :

- miara-ory amin'ireo niharam-boina ny KMF-CNOE ary mirary fiononana feno ho an'ny fianakaviana ;
- manameloka marindrano ny fandatsahan'aina sy fandrohana fanànana ny KMF-CNOE ;
- miantso ireo mpitandro filaminana rehetra tsy anavahana mba handray ny andraikiny amin'ny fiarovana ny olona sy ny fananany ny KMF-CNOE ;
- manainga ny olom-pirenena tsirairay ny KMF-CNOE, mba hahatsiaro tena fa tsy maintsy tompon'andraikitra manoloana ny raharaham-pirenena, ka hifanome tànana amin'ireo mpitandro filaminana amin'izany fiarovana aina sy fanànana izany...

Ho fanamafisana ny “conference de presse” izay nataon'ny KMF-CNOE tamin'ny 19/12/08, dia manainga ny Filoham-pirenena sy ny Ben'ny Tanànan'Antananarivo hitady ny fomba sy ny hevitra rehetra hahatontosa ny fifampiresahana, ka hametraka ambony ny tombotsoam-pirenena sy ny fihavanana ho toy ny anakandriamaso.

Anterinay fa ny KMF-CNOE dia vonona ny handray anjara feno amin'ny fanamorana io fifanantonana io.

Natao teto Antananarivo, anio 27 janoary 2009

Ny Birao Nasionaly



COMMUNIQUE

Face à la situation qui prévaut actuellement, se traduisant par la perte en vie humaine et par la spoliation des biens, nous, membres du Bureau National du KMF–CNOE, réunis en session extraordinaire à Antananarivo, déclarons que :

- nous compatissons avec les familles endeuillées et présentons nos condoléances et réconforts ;
- nous condamnons avec énergie toute effusion de sang et toute exaction de quelque nature
- nous en appelons aux forces de l'ordre tous corps confondus, à la sauvegarde des biens et des personnes, à veiller à la paix sociale ;
- nous comptons sur le civisme et le patriotisme de tout un chacun, pour une action commune, concertée avec qui de droit, pour retrouver rapidement la quiétude.

Nous réitérons par le présent, l'appel que nous avons lancé au cours de la conférence de presse du 19/XII/08, à l'endroit de Monsieur Le Président de la République et de Monsieur Le Maire de la Commune Urbaine d'Antananarivo, de trouver les voies et moyens pour faciliter le dialogue, au mieux des intérêts supérieurs de l'Etat.

Etant entendu que le KMF–CNOE est partant pour toute médiation.

Fait à Antananarivo, le 27 janvier 2009

Le Bureau National

MARDI 27 JANVIER 2009

Un mort à Antananarivo, hier, où des dizaines de milliers de partisans du maire ont attaqué la radio nationale et la télévision du président Ravalomanana.



Sept ans après la chute de Didier Ratsiraka, l'autocrate qui avait dominé Madagascar pendant un quart de siècle, la Grande île s'enfonce de nouveau dans la tourmente. Marc Ravalomanana, l'homme d'affaires qui a succédé au dictateur, en 2002, est à son tour contesté dans les rues d'Antananarivo d'où partent toutes les révolutions.

Après plusieurs rassemblements interdits, réunissant chacun des dizaines de milliers de partisans du maire, Marc Ravalomanana était rentré précipitamment, dimanche soir, d'un sommet en Afrique du Sud. Accueilli par une haie d'honneur entre l'aéroport et la capitale, il avait condamné la « désobéissance » et donné le signal de la reprise en main.



« Je ne supporte aucune violation de la Constitution dont je suis le garant. Nous sommes arrivés au seuil de saturation car aucun gouvernement au monde n'accepterait la confiscation du pouvoir de cette manière. » Propos plus que fermes du chef de l'Etat, hier en milieu d'après-midi, à sa descente d'avion de retour d'Afrique du Sud. De même, un ordre formel a été donné, sur le champ, au Premier ministre et à l'ensemble du gouvernement pour qu'ils rétablissent l'ordre et protègent la Constitution ».

A l'endroit du camp adverse, précisément de Rajoelina Andry qui n'a jamais été cité nommément, Ravalomanana Marc l'a aussi intimé l'ordre de remettre les choses à l'endroit. Se faisant même plus menaçant, il rappelle qu'il faut attendre les élections, s'il souhaite accéder au pouvoir. Et s'il y arrive !



Source : [http : www.alancha-net/wp-content/uploads/2009/01](http://www.alancha-net/wp-content/uploads/2009/01)

La capitale, une vaste poudrière

Emeute

• Au moins 5 personnes tuées et plus d'une trentaine de blessés ont été enregistrés en l'espace de quelques heures de violentes émeutes à Antananarivo. A part l'adolescent tué par les balles des gardiens de la MBS d'Anosipatrana, la plupart des décès ont survécu à Tanjombato, c'est à dire durant le pillage du magasin Magro situé dans cette banlieue sud d'Antananarivo. Mais ce nombre le nombre des victimes dont des sources encore à vérifier parlent jusqu'à plus de 11 décès. Ils étaient souvent piétinés, ou surtout écrasés à la fois par la foule en fuite qui se bousculait et par leur propre butin qu'ils ont voulu prendre dans ce magasin. Pour un peu, la revendication populaire qui débutait par le meeting de la place du 13 mai et le défilé vers le quartier des ministères d'Anosy a mis la capitale à feu et à sang. Depuis avant hier autour de midi donc, des scènes de vandalisme ont commencé dans les locaux

de la RNM et de la TVM et ont fait tâche d'huile jusqu'au matin du mardi. Par ailleurs, les pillages en chaîne n'ont pas épargné plus d'une dizaine de grandes surfaces et de magasin de matériel informatique : Citic et Supreme Center à Behoririka, Magro, Cora, Courts, etc, à Ankorondrano, Naza électronique, un Important établissement de Casino ou plus récemment le Shoprite, pourtant encore bien protégé jusqu'à midi hier...pour n'en citer que les plus en vue à Analakely incendies ont ravagé des bâtiments de commerces. Tard jusqu'au-delà de minuit hier, Behoririka rougeoreait par les feux du Magro qui menacent de s'étendre sur les bâtiments environnants. Pendant tout ce temps, forces de l'ordre et sapeurs-pompiers ont brillé par leur inertie. Les seconds ont arqué la neur des ma-



nifestants qui les ont menacé, se mble-t-il par les coups de pierre. Sur l'Avenue de l'indépendance, et ce durant toute la nuit de lundi, des pillards passent et repassent à l'offensive après les quelques coups de feu de sommation qui les avaient dispersés.

Comme une véritable guerre civile

Et fait inquiétant. La prison d'Antanimora a connu sa part d'évasion de détenus dans la soirée de lundi. Cela renforce le sentiment d'insécurité générale qui a gagné vraiment du terrain chez l'opinion.

Alors, des habitants de 67ha ont lancé t'alerte affirmant l'une invasion d'une poignée de pillards qui s'attaquaient aux maisons des particuliers mais aussi aux boutiques de téléphonie mobile. Hier matin encore, une poignée de jeunes ont poursuivi leurs actes de vandalisme et de pillage à Behoririka surtout. En même temps, des coups de feu déchirent le silence de la nuit dont les auteurs ne sont pas identifiés. Certains parlent des éléments de la police ou de l'armée, d'autres avancent que ce sont les commerçants indo-pakistanaï qui tirent pour chercher de se protéger. A Behoririka, les commerçants qui ont

voulu rentrer avec le reste des marchandises ont été leurs cibles. Des éléments de l'Emmonat et de l'Emmoreg sont finalement intervenus au milieu de la journée pour contenir les bandes de pilleurs, sans grands succès. Tout l'après-midi hier, Antanimora a été le théâtre d'une intense fusillade à cause de la présence des bagnards en fuite. Toute la journée d'hier, les blessés ont afflué encore à "Hjra d'Ampefiloha dont le nombre risque de s'accroître, du moins jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes.

Frank
AJ

Des centaines de milliards de pertes pour les opérateurs

Pillage.

Les conséquences économiques de ces vandalismes sont incalculables.

«*Tout est fini, je n'ai plus rien*». Les larmes aux yeux ce jeune opérateur bien connu et spécialisé dans la distribution d'appareils électroménagers et de téléphonie est complètement déprimé. Tous ses projets qui se chiffrent par milliards sont partis en fumée en une seule nuit où les pillers sont passés dans ses différents points de vente.

Extrêmement grave. Et il n'est pas le seul puisque tous les commerçants pillés ont tout perdu. Les pertes se chiffrent à plusieurs centaines de milliards Ar. Et les conséquences sont extrêmement graves. En effet, une bonne partie de ces commerçants ont procédé à des emprunts bancaires, en croyant qu'il s'agit d'un projet viable. Il leur sera évidemment difficile de rembourser. Et ce d'autant plus que la grande majorité des commerçants ne sont pas assurés contre les émeutes. Par ailleurs, la fermeture risquant d'être longue, sinon définitive pour ces grands, moyens et petits magasins de commerce, des milliers de personnes ont perdu leur emploi. Les Magro, Jumbo Score, Shoprite et autres nourrissent en effet des milliers de familles. Et les



Centre névralgique du commerce tananarivien, Analakely est désespérément vide.

effets immédiats de la erise sont déjà palpables puisque, faute de moyens, ces familles ne peuvent pas s'approvisionner en PPN dont les prix commencent aussi à flamber.

Fuite de capitaux. Mais cette crise a aussi d'autres effets très néfastes aussi bien sur le court que le moyen terme. Pour ne citer que les fuites de capitaux. En effet, les Mauriciens de Courts ou encore les Français de Jumbo, les Sud-

Africains de Shoprite, ou encore les Japonais de Daiho Corporation ... ne reviendront pas de sitôt à Madagascar. «*Malgré les*

imperfections Madagascar se dirigeait avant cette crise vers le groupe de pays de destination des grands investissements privés étrangers, mais tout cela est en train de tomber à l'eau » note un observateur économique qui continue que le pays mettra peut être des années pour retrouver cette confiance des investisseurs. Mais aussi des bailleurs de fonds, qui, pourtant, se sont engagés, ces dernières années à renforcer leur appui financier et technique pour Madagascar.

Retour en arrière. Bref, l'économie de Madagascar qui n'est pas encore parve-

nue à soigner les plaies de la crise de 2002, va encore être malmenée. Le Country Economie Memorandum de la Banque Mondiale a parlé de rattraper le temps perdu, pour s'acheminer vers une croissance soutenue. Mais la crise politique à laquelle il faut trouver des solutions le plus rapidement possible va faire subir à cette économie un dangereux retour en arrière. Lors de la crise de 2002, par exemple, l'économie malgache qui commençait à relever la tête est retombée dans le gouffre avec un taux de croissance négative.

R.Edmond

COMMUNIQUE

Face à la situation dramatique issue des évènements des derniers jours caractérisée par :

- la perte de vies humaines
- la destruction de biens publics
- l'anéantissement d'outils de production
- des pertes considérables d'emplois et de pouvoir d'achat

Nous, Représentants des Groupements Professionnels, faisons la déclaration suivante :

- Il est regrettable que la protection des personnes et des biens n'ait pas été assurée.
- Il est indispensable que la protection des investissements et la bonne marche des entreprises soient garantie à tout moment et dans toute l'île. C'est une condition sine qua non pour assurer la crédibilité gage d'une reprise rapide de l'économie
- A l'issue de la crise, la reprise ne pourra se faire qu'avec le secteur privé. C'est pourquoi, il s'attelle d'ores et déjà à la préparation de la relance de notre économie.
- Pour préserver la sécurité, les emplois, le pouvoir d'achat de la population et de ses salariés, le secteur privé demande instamment aux protagonistes de trouver rapidement une solution politique avant qu'il n'y ait davantage de dommages sociaux et économiques irréversibles.

Antananarivo, le 28 JANVIER 2009

Le GEM - Groupement des Entreprises de Madagascar – et ses groupements membres :
ACELMAD - Association des Opérateurs de Radiotéléphonie Cellulaire Mobile de Madagascar
APB - Association Professionnelle des Banques
APEM - Association pour la Promotion de l'Entreprise à Madagascar
FHORM - Fédération des Hôteliers et Restaurateurs à Madagascar
GAPCM - Groupement des Aquaculteurs et des Pêcheurs de Crevettes de Madagascar
GCAM - Groupement des Concessionnaires Automobiles de Madagascar
GEFP - Groupement des Entreprises Franches et Partenaires
GO TO MADAGASCAR - Groupement des Opérateurs Touristiques de Madagascar
GOTICOM - Groupement des Opérateurs des Technologies de l'Information et de la Communication
GPCAD - Groupement Professionnel des Commissionnaires Agréés en Douanes
GPM - Groupement Pétrolier de Madagascar
JPM - Jeune Patronat de Madagascar
SEBTP - Syndicat des Entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux Publics
SIM - Syndicat des Industries de Madagascar
FIOVA - Fivondronan'ny Orinasan'i Vakinankaratra
GENOM - Groupement des Entreprises Nord de Madagascar
GEPAM - Groupement des Entreprises Privées à Mahajanga
GEPAT - Groupement des Entreprises de la Province Autonome de Tamatave
GES - Groupement des Entreprises de la SAVA Sambava Antalaha Vohémar Andapa

AFP 28 JANVIER 2009 | Mise à jour : 09:34

Madagascar: le président accuse

Le président malgache Marc Ravalomanana a accusé aujourd'hui le maire d'Antananarivo d'être "l'initiateur des troubles" qui ont fait au moins 34 morts depuis lundi dans la capitale.

"C'était lui (le maire Andry Rajoelina) le leader, l'initiateur de ces troubles", a déclaré à l'AFP M.Ravalomanana, qui a visité dans la matinée les locaux de la radio nationale malgache, incendiés par des émeutiers lundi en marge d'un rassemblement contre le régime appelé par le maire. "La priorité pour moi actuellement, c'est de réhabiliter tout ce qui a été détruit", a ajouté le chef de l'Etat.

Interrogé sur l'absence d'intervention des forces de l'ordre lundi contre les émeutiers et les pillards, M. Ravalomanana a répondu: "c'est moi qui ai donné l'ordre aux militaires de ne pas intervenir. Il faut bien gérer la crise, sinon cela aurait été un bain de sang".

Au moins 34 personnes ont trouvé la mort depuis lundi à Antananarivo à la suite des pillages et émeutes qui ont secoué la ville en marge d'un grand rassemblement organisé par le maire de la capitale et dirigé contre le président malgache.

Mardi, alors que le président Ravalomanana appelait au dialogue le maire qui avait suspendu dans la matinée les manifestations, les secours malgaches ont découvert progressivement les victimes, essentiellement accidentelles, des pillages de la veille et de la nuit.

Source : <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2009/01/28/01011-20090128FILWWW00432-madagascar-ravalomanana-accuse-.php>

Inona no VAOVAO

28 JANVIER 2009

Inona no
vaovao

POLITIKA

NANOME BAIKO NY FILOHA

Ho samborina Rolland Ratsiraka sy ny jeneraly Dolin

Nijery ny zava-nanjo ny RNM sy ny TVM ny filoham-pirenena, Marc Ravalomanana, omaly. Nandritra izany no nanambarany fa tsy maintsy atao haza lambo i Rolland Ratsiraka sy ny jeneraly Dolin. Izy ireo no heverina ho ati-doha nikotrika ny fandrohana sy fanakorontanana isankarazany nanao sesilany teto amintsika. Hafainganina ihany koa ny fandefasana ny RNM sy ny TVM, mba tsy hampianano-sarotra ny raharaha.

Ny minisitry ny fiarovam-pirenena, Manorohanta Cécile, sy ny minisitry ny fitsarana, Bakolalao Ramanandraibe, no namoaka ny didy fampisamborana ireo voalaza ho ati-doha nikotrika ny fanakorontanana ireo. "Mila fiaraha-miasa amin'ny vahoaka anefa izany", hoy ny filoham-pirenena. Izany indrindra no nilazany fa tsy tokony hametrahan'ny vahoaka ahiahy amin'ireo mpitandro filaminana manao ny asany. Ny tenany ihany, araka ny nambarany, no nanome baiko ireo miaramila mba tsy hihetsika tamin'ireny savorovoro nisy, nanomboka tamin'ny alatsinainy ireny. « Tsy mety, hoy izy, ary tsy ho zakan'ny saina, ny hahita râ mandriaka eto amin'ny firenena. » Ankoatra izany dia nanambara ny filoham-pirenena fa tsy maintsy atao haingana izay hampandeha ny radio Madagasikara sy ny televiziona Malagasy. Handefa ny fiaramanidina Air Force One ny tenany haka ireo fitaovana



HOZ'IZY OE :
TGV sa TIM ?

Hevitry ny eny an-dalamba, any Mahajanga.
Jean-Bas mpiasam-panjakana: ohatra ny hampatahotra ihany aloha ny toe-draharaha. Tena atahorako hiverina mihitsy ny zava-nisy tamin'ny 2002 teo. Izaho aloha tsy momba ny andaniny na ny ankilany fa rehefa tsy manohintohina ny asako, hahafahako mamahana ny vady aman-janako, dia tsy rarahako. Na izany na tsy izany aloha dia tokony miala moramora ihany ny filoha satria efa tsy mihemotra intsony ny mpanohitra.

Bruno mpampianatra iray eny amin'ny sehatra avo: Tsy haiko loatra izay ambara fa na inona na inona zava-mitranga dia ny vahoaka no tena "victime" voalohany. Tena hadisoana lehibe aloha ny nataon'ny filoha nivarotra tanindrazana e! Izany angamba no tena tsy maty am-pon'ny vahoaka. Efa miha "pour" an'i Andry daholo ny olona fa efa tsy rariny intsony ny ataon'ny fitondrana.
Sahondra, filohana fikambanana iray; Izaho mahita fa rehefa ny ao Antananarivo no manohitra ny filoha dia efa ratsy izy izay eni Hatramin'izao aloha dia tsy mbola misy vokany loatra eto Mahajanga izany ka tsy talitra amin'izany za. Izahay indray tsy dia mivaky loha amin'izany fa efa tsy hita intsony izay marina.
Nirina, renim-pianakaviana: Tokony tsy asiana sivana ny vaovao dia mba tena aha-fantarana ny marina. Matoa sivanina mantsy ny vaovao dia misy zavatra atao am-badika izany. Na izany na tsy izany aloha, dia tsy tokony avela mandeha miasa na mianatra ny

29 JANVIER 2009



Statement attributable to the Spokesperson of the Secretary-General on the Situation in Madagascar

The Secretary-General has been closely following the situation in Madagascar, as a result of serious unrest and the death of dozens of people that took place in Antananarivo and elsewhere recently. He is concerned about the security of the population and deplores the loss of life there.

The Secretary-General calls on the Malagasy Government to place an absolute priority on the protection of the population.

It is up to the Malagasy parties to settle their disagreements through peaceful means and an inclusive dialogue.

The United Nations reiterates its offer of support to the dialogue process and to national reconciliation.

New York, 29 January 2009

Source : www.snu.mg

*Pour plus d'information veuillez contacter Zoé Rasoaniaina tel 22 330 50 / 032 07 466 69
zoe.rasoaniaina@undp.org*



REUTERS.COM - 31/01/2009 A 16:19 - 337 MOTS

Le maire d'Antananarivo défie l'autorité du président

par Alain Iloniaina

ANTANANARIVO (Reuters) - Au terme d'une semaine d'émeutes qui ont fait une centaine de morts, selon l'ambassadeur des États-Unis, le chef de l'opposition malgache a affirmé devant des milliers de manifestants qu'il assumait désormais le pouvoir.

Le jeune maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina, 34 ans, a lancé un mouvement de protestation après la fermeture de sa station de radio privée par le président Marc Ravalomanana qu'il accuse d'abus de pouvoir et d'atteinte à la démocratie.

"Jusqu'à la mise en place d'un gouvernement de transition, c'est moi qui donne les ordres pour la gestion des affaires nationales à tous les ministères", a proclamé Rajoelina devant une foule de partisans en liesse.

"J'informe les forces de sécurité que, dorénavant, c'est de moi que vous recevrez les ordres".

Les observateurs estiment que le président, âgé de 59 ans, aura fort à faire pour contrer la popularité croissante de Rajoelina.

"Madagascar est un pays profondément divisé. Ravalomanana devra faire des concessions importantes pour survivre à tout ceci. Le bilan humain est lourd et la population est très remontée", relève Patrick Smith, rédacteur en chef d'Africa Confidential.

De grandes compagnies étrangères, notamment [Rio Tinto](#) et Sherritt International ont investi massivement dans l'île pour exploiter son pétrole et ses minerais - nickel, cobalt, bauxite et ilménite.

Les entreprises ont maintenu leurs rideaux baissés et les banques sont restées fermées de crainte de scènes de violence semblables à celles de lundi, lorsque des partisans de l'opposition ont incendié des bâtiments abritant des médias publics et ont pillé des magasins dans la capitale.

La police malgache faisait état jeudi d'un bilan de 44 morts, pour la plupart dans l'incendie d'un grand magasin de vêtements qui a été pris d'assaut par des pillards.

La compagnie Kenya Airways a fait savoir qu'elle avait suspendu ses vols à destination d'Antananarivo en raison de la dégradation des conditions de sécurité.

"Nous sommes ici pour réclamer un retour à la démocratie et un meilleur respect des droits de l'homme", expliquait samedi Tila Ralvaralarivo en agitant un drapeau orange, la couleur du mouvement d'opposition.

Avec Njuwa Maina, version française Nicole Dupont

Source : <http://www.latribune.fr/depeches/reuters/le-maire-dantananarivo-defie-lautorite-du-president.html>

Le Monde Afrique

Péril malgache

LE MONDE | 31.01.09 | 14h41 • Mis à jour le 31.01.09 | 16h32

Par trois fois déjà depuis l'indépendance de Madagascar en 1960, des émeutes ont abouti au renversement du régime en place à Antananarivo. Les manifestations de rue qui ont causé la mort de dizaines de personnes depuis lundi 26 janvier vont-elles faire bégayer l'histoire de la Grande île ?

Telle est, à l'évidence, le dessein de Andry Rajoelina <<http://www.lemonde.fr/sujet/b7eb/andry-rajoelina.html>>, 34 ans, le maire de la capitale malgache, ancien disc jockey aujourd'hui responsable de deux sociétés spécialisés dans l'affichage publicitaire. Dénonçant la "dictature" du président Ravalomanana, le maire a appelé aux rassemblements qui ont dégénéré en pillages et provoqué une répression. Il a déclaré prendre la tête d'une "transition démocratique" et affirmé vouloir organiser une élection présidentielle "dans deux ans maximum".

Le parallèle avec l'arrivée au pouvoir de l'actuel président malgache est frappant. En 2001, Marc Ravalomanana <<http://www.lemonde.fr/sujet/e85d/marc-ravalomanana.html>>, lui-même chef d'entreprise, avait utilisé la mairie d'Antananarivo comme tremplin. S'appuyant sur le mécontentement populaire, il avait fini par être élu puis proclamé président au terme d'une longue crise où la rue avait pesé en sa faveur. Symbole de renouveau et d'efficacité, il a lancé une politique de privatisation et d'ouverture aux investisseurs étrangers marquée par de grands travaux.

Réélu en 2006, il est désormais accusé d'avoir confisqué le pouvoir au profit des sociétés qu'il dirige. Les manifestants semblent avoir visé en priorité les magasins Magro dont il est propriétaire. Vice-président d'une Eglise d'obédience protestante, promoteur d'une régression continue des libertés publique, il a perdu le soutien déterminant de l'Eglise catholique. Gérée dans l'opacité, la cession au conglomérat sud-coréen Daewoo Logistics <<http://www.lemonde.fr/sujet/7c88/daewoo-logistics.html>> de 1,3 million d'hectares de terres agricoles alimente la colère. Tout comme la hausse des prix sur une île dont 85 % des habitants vivent avec moins de 2 dollars par jour.

La France, ancien colonisateur, est d'autant plus embarrassée qu'elle a tardé à reconnaître la légitimité du président Ravalomanana. Au-delà des relations avec Paris, les émeutes de Madagascar posent surtout la question des rapports entre la population et le pouvoir, qui se dit démocratiquement élu. De son côté, M. Rajoelina ferait bien de défendre ses revendications par le dialogue avant d'utiliser la rue. Sauf à prendre la responsabilité d'un coup d'Etat aux conséquences plus que dommageables.

Source :

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2009/01/31/perilmalgache_1149005_3212.html

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2009/01/31/peril-%20malgache_1149005_3212.html>

RAVALOMANANA - RAJOELINA

Début de négociation en vue

Sauf changement de dernière minute, le président Ravalomanana et le maire d'Antananarivo Andry Rajoelina se rencontreront ce jour.

UNE esquisse de rencontre se dessine entre le président Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, maire d'Antananarivo et fondateur de Tanora malaGasy vonona (TGV). En attendant ce rendez-vous pour discuter d'une sortie de crise, les deux parties fourbissent leurs armes pour se mettre en position de force le moment venu ..

" La rencontre devrait se dérouler ce jour " a déclaré Andry Rajoelina hier à son domicile à Ambatobe. " Le rendez-vous devait avoir lieu aujourd'hui (hier), mais les ambassadeurs et les Eglises ont proposé un report et j'ai accepté", a-t-il poursuivi.

La pression de la communauté internationale et les actions du Conseil chrétien des Eglises (FFKM) pour organiser les discussions entre les protagonistes semblent porter leurs fruits.

raclion du FFKM sans les catholiques

Les dirigeants de l'Eglise luthérienne, de l'Eglise réformée FJKM et de l'Eglise anglicane se sont rendus chez Andry Rajoelina à Ambatobe hier. Tout comme lors de leur rencontre avec le président Marc Ravalomanana la veille, aucun représentant de l'Eglise catholique ne faisait partie de la délégation. Dans l'après-midi pourtant, des évêques conduits par Mgr Fulgence Rabemahafaly, président de la Conférence épiscopale, se sont déplacés à Ambatobe pour exhorter le maire de la capitale à choisir la voie du dialogue. « Mgr Odon Razanakolona, président du FFKM est absent du pays et il nous est difficile de le remplacer au sein de l'entité », s'est excusé Mgr Philippe Ranaivomanana.

Andry Rajoelina (à g.), avec les ambassadeurs des États-Unis Niels



Marquardt et d'Allemagne, Wolfgang Moser, hier à Ambatobe.

Hier, les dirigeants du FFKM, pour amorcer la rencontre puis Niels Marquardt et entre les deux hommes. Wolfgang Moser, respectivement Ban Ki-Moon, secrétaire général des Nations Unies et celui de l'Allemagne, unies a évoqué le cas de se succéder pour rencontrer Madagascar jeudi. Par Andry Rajoelina chez lui. L'intermédiaire du communiqué veille, ils étaient chez le président Ravalomanana, il a rappelé aux parties malgaches de régler leurs " différends " par des moyens pacifiques et un " dialogue inclusif " tout en exprimant son " inquiétude ".

Série de ralliements

En attendant la rencontre, Andry Rajoelina a confirmé la tenue de son rassemblement sur la Place du 13-Mai ce jour pour maintenir la pression. Hier, le maire de la capitale s'est activé pour donner une allure nationale

à son mouvement. Il s'est assuré de l'appui officiel de la Plate-forme de l'opposition qui soutient " la volonté de Monsieur Andry Rajoelina de diriger le régime de transition ", selon le communiqué du groupement de l'opposition.

Le fondateur du TGV a également vu le ralliement à sa cause des députés indépendants et de plusieurs anciens parlementaires issus du Tiako i Madagasikara. " Nous ne vous laisserons pas seul pour la mise en place de la démocratie ", a promis le député Jean Claude Rakotonirina, président du groupe parlementaire pour la démocratie et le développement, et porte-parole pour l'occasion des élus.

De son côté, le président Ravalomanana ne reste pas non plus les bras croisés. Après avoir convoqué deux conseils des ministres et remplacé le commandant de la Gendarmerie, il repart sur le terrain. Le chef de l'Etat a sillonné la ville de Toamasina, celle de Toliara puis celle de Mahajanga.

Pendant ses déplacements, le chef de l'Etat a lancé une offensive de charme aux habitants des capitales de la région Atsinanana, Atsimo-Andrefana et Boeny. Il a tenu à rassurer la population après la série de pillages survenus en début de semaine.

Iloniaina Alain



Midi Madagasikara no. 7747 du samedi 31 janvier 2009 - Politique

Réunion au carlton : pour une nouvelle République

Plate-forme de l'opposition. Partis politiques, associations membres de la société civile et syndicats ont confirmé leur soutien à Andry Rajoelina, en signant une déclaration commune.

Déclaration. Après avoir rencontré jeudi dernier le maire de la Ville des Mille, de nombreux partis politiques, issus de la Plate-forme de l'opposition, ont publié hier une déclaration commune, visant à montrer

leur soutien à Andry Rajoelina, pour son projet d'instaurer un Régime de transition: Des représentants de la société civile, plusieurs associations, et des syndicats, ont également signé cette déclaration à l'Hôtel Carlton. D'après les Marson Evariste, Jean Lahiniriko, Alain Ramaroson, Pierre Houlder, Jean Max Rakotomamonjy, Benja Razafimahaleo et consorts, « *le gouvernement actuel n'est plus capable d'assurer la sécurité des biens et des personnes à travers le pays* ». « *Transition : Vérité et Réconciliation nationale* ». Tel est le mot d'ordre pour ce Comité de soutien d'Andry Rajoelina. D'après

Jean Lahiniriko, « *la mise en place de ce gouvernement de transition, dans un bref délai, est nécessaire, afin de dénouer la crise actuelle, de restaurer la paix civile, de relancer les activités économiques du pays, et d'instaurer la démocratie et les libertés publiques* ».

Discussion. Les partis politiques et les associations, signataires de cette « *déclaration solennelle* » ont donc montré leur soutien ferme à la volonté de Andry Rajoelina de diriger le régime de transition. Pour ce faire, ils ont donné mandat au jeune maire de la Ville des Mille, de mener, au nom de cette association de partis,

toute discussion utile à la mise en place de ce régime. En outre, appel a été lancé au peuple malgache, « *à œuvrer de manière solidaire pour exiger le départ immédiat des dirigeants actuels et pour mettre en place une nouvelle République, réellement démocratique et garante de l'intérêt général* ». D'après Benja Razafimahaleo, « *ce gouvernement de transition ne s'occupera pas uniquement de la réforme constitutionnelle, mais également de l'amélioration du paysage et de l'éthique politique à Madagascar, afin d'éviter une nouvelle crise politique* ».

Davis R

31 JANVIER 2009

, par Rédaction internet

Place du 13 mai

Rajoelina demande la destitution de Ravalomanana et se proclame responsable de l'exécutif

Le maire d'Antananarivo a surpris en déclarant avoir attendu en vain un appel et en semblant vouloir couper tous les ponts vis à vis d'une solution concertée.

C'était de manière assez laborieuse que le meeting convoqué par Andry Rajoelina en ce Samedi 31 janvier commençait sur la place du 13 mai.

Ambiance tendue

La tension était palpable. Elle était largement liée à l'intervention aux alentours de 9h d'un groupe d'hommes cagoulés et en uniforme qui arrivaient en trombe à bord de 4 pick-ups tout terrain, et qui allaient lancer une grenade lacrymogène et emporter une partie du matériel de sonorisation.

La foule sur la place du 13 mai apparaissait moins compacte que précédemment, au moins aux débuts du meeting. Difficile de savoir si la crainte d'une autre intervention policière était la seule explication de cette situation ; d'autant qu'on ne savait quel crédit donner aux propos des organisateurs selon lesquels les hommes ayant opéré ce matin là étaient des « mercenaires » qui n'étaient pas missionnés par l'État Major mixte opérationnel (Emmo/Nat).

La tension restait perceptible tout au long du meeting ; des gendarmes venus apparemment avec l'accord des organisateurs se voyaient jeter des pierres et devaient se replier derrière la place, et à plusieurs reprises, les agents de sécurité du mouvement TGV intervenaient pour extraire de la foule des individus ayant un comportement considéré comme suspect.

Les meetings précédents du TGV s'appuyaient essentiellement sur le charisme d'un maire niant être le jouet de politiciens, aussi les hommes politiques traditionnels s'y étaient faits plutôt discrets. Ce ne fut pas le cas de celui-ci, marqué par la prise de parole d'hommes politiques issus de l'opposition, dont certains étaient ceints de leur écharpe de parlementaires. Jean Lahiniriko et Alain Ramaroson appelaient ainsi Andry Rajoelina à prendre la responsabilité d'un régime de transition.

Prétexte constitutionnel

En prélude au discours proprement dit de Andry Rajoelina, son adjointe à la Mairie, Perle Rasoloarijao s'attachait à démontrer que Marc Ravalomanana avait violé à de maintes reprises la Constitution :

- ▶ aliénation du territoire national par la cession de terres à Daewoo Logistics et la cession de l'île Mitsinjo à Assist Développement ;
- ▶ utilisation de mercenaires étrangers pour attaquer Radio Viva et protéger la MBS ;
- ▶ discrimination religieuse avec la fermeture de l'église FPVM ;
- ▶ conflit d'intérêts entre les fonctions de Président de la République et le groupe Tiko ;
- ▶ non respect de la séparation des pouvoirs en donnant des instructions directes à la Haute Cour Constitutionnelle.

Andry Rajoelina décochait un mot de félicitations à ... Marc Ravalomanana et Bruno Andriantavison pour avoir rétabli rapidement les émissions de la RNM et de TVM, mais ce seulement pour déplorer dans la foulée que le pouvoir continuait à mélanger intérêts publics et intérêts privés, puisque les programmes de TVM se confondaient avec ceux de la station MBS.

Selon lui, cela démontrait que Marc Ravalomanana n'était nullement prêt à la repentance et à l'amendement de son comportement. Pour sa part, il était disposé à une rencontre et avait attendu la veille et ce matin encore un appel téléphonique, cependant l'heure était désormais aux grandes décisions.

Aussi demande-t-il l'application par les parlementaires de l'article 126 de la Constitution, et la démission de Marc Ravalomanana pour haute trahison et violations graves et répétées de la Constitution.

Dans l'attente, il demande à l'administration et aux forces armées de ne prendre des instructions que de lui. Ces instructions comprennent notamment le blocage de tout retrait de fonds auprès de la Banque Centrale, l'arrestation des éléments mercenaires, et la cessation de toute activité des ministères.

Les fonctionnaires sont appelés à un nouveau rassemblement sur la place du 13 mai le Lundi 2 février à 10 heures.

Source :<http://www.madagascar-tribune.com/Rajoelina-demande-la-destitution,11017.html>

31 JANVIER 2009

par Ndimby A

Quels enseignements tirer de la présente crise politique ?

Près d'une centaine de morts, des dizaines de magasins et centres commerciaux pillés et vandalisés, 10.000 chômeurs, des milliards d'ariary de pertes, et une situation d'insécurité et d'instabilité dont on ne voit pas encore la fin.

La crise n'est pas encore finie, mais le bilan est déjà lourd. Toutes les parties en présence devraient faire une introspection honnête, car tous portent une part de responsabilité.

Marc Ravalomanana : il accumule les provocations

Aveuglé par des sentiments d'impunité et d'omnipotence, le Président de la République Marc Ravalomanana n'a pas cessé d'accumuler des erreurs politiques. L'achat de l'avion présidentiel pour 60 millions de dollars dans un contexte de grogne politique nationale et d'incertitude économique mondiale, aura été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

De plus, en faisant d'Andry Rajoelina un martyr, il s'est mis à dos une personnalité à la forte popularité à Antananarivo, ce qui était non seulement inconscient, mais surtout inutile car l'âge du maire de la Capitale n'en faisait pas un rival potentiel pour 2012. Depuis le début des mouvements de rue, les erreurs de Marc Ravalomanana se sont aggravées avec la fermeture de Viva Radio, jusqu'à la confiscation de l'émetteur d'Ambohimitsimbina par un commando.

Andry Rajoelina : il a affaibli l'autorité de l'État

Alors que Andry Rajoelina revendiquait un caractère pacifique à son mouvement, les événements depuis lundi lui ont donné tort.

Bien entendu, les scènes de pillage sont organisées, et certainement par aucune des deux parties en présence. Le Maire d'Antananarivo s'est exprimé à plusieurs reprises pour expliquer qu'il n'était pour rien dans ces scènes de désolation. Toutefois, en engageant un mouvement de contestation, il a fragilisé l'Etat et donc créé la brèche dans laquelle les casseurs se sont engouffrés, profitant de la déliquescence actuelle de l'autorité publique.

Si beaucoup de ses revendications sont légitimes et fondées, la voie que Andry Rajoelina a utilisée a créé un contexte qui a contribué à affaiblir la capacité de l'Etat à maintenir l'ordre et la sécurité. Dimanche dernier, les animateurs et les auditeurs de Viva Radio ont d'ailleurs agité la menace de représailles contre les domiciles des ministres et de leurs familles en cas de répression par le pouvoir. On connaît la suite de l'histoire : qui sème le vent, récolte la tempête.

Reste donc à espérer que le constat de responsabilité partagée encourage les deux protagonistes à s'unir pour limiter les dégâts. C'est peut-être le moment de montrer une stature d'homme d'Etat, qui de part et d'autre reste peut-être à prouver si l'on considère la situation dans laquelle le pays se trouve aujourd'hui.

Source : www.madagascar-tribune.com/Quels-enseignements-tirer-de-la,11014.html

31 JANVIER 2009

Politique de l'autruche

Viva reprend l'antenne

« Puisque la confiscation des émetteurs des médias audiovisuels appartenant à Andry Rajoelina a été à l'origine de tout ça, nous les avons restitués », a déclaré le chef de l'Etat. Un geste que l'on veut croire d'apaisement, mais qui est loin de résoudre la crise que traverse le pays.

Croire et faire croire qu'avec cette concession, la crise va finir, est une erreur, une autre tromperie. Dès son premier ultimatum, Andry Rajoelina avait prévenu. « Nous ne demandons pas uniquement la réouverture de Viva. Nous exigeons aussi que toutes les stations audiovisuelles privées puissent avoir une couverture nationale, et que toutes les tendances d'opinion puissent avoir accès aux chaînes nationales ».

Comment peut-on encore croire et faire croire que tous ces gens soient descendus à Ambohitovo, puis sur la Place du Treize-Mai, pour ne réclamer que la réouverture de Viva TV parce qu'ils sont fans des émissions de Viva-Star ou parce que la diffusion matinale de Dora l'Exploratrice manquait à leurs enfants?

La rapidité de l'évolution des revendications étant, il est tout aussi difficile de croire qu'en rameutant la foule à réclamer le respect de la démocratie, Andry Rajoelina n'ait pas déjà voulu, dès le début, renverser le régime. Avec les 63% de suffrages exprimés en sa faveur par les Tananariviens en décembre 2007, le maire d'Antananarivo devait savoir que des gens étaient prêts à le suivre, où qu'il les mène. Il reste à savoir, et cela va toujours finir par se vérifier, s'il a été effectivement manipulé, ou si comme il l'a dit, il y a une semaine sur sa Place de la Démocratie, « je ne suis lié avec aucun homme politique ».

La fermeture de Viva TV n'a été qu'un prétexte, la cause immédiate de la crise, ainsi que les leçons d'histoire l'apprendront aux jeunes de demain. Les causes profondes sont à chercher ailleurs. Dans le cœur de cette foule qui est descendue spontanément dans les rues, suivre ce jeune dont elle ne connaît que le passé de DJ et d'opérateur du secteur de la publicité, malmené par le pouvoir central.

Des analystes voient derrière cette crise la main de Didier Ratsiraka. D'autres y voient celle d'une grande puissance qui aurait tendance à un peu trop se mêler de nos histoires. Pourquoi pas celles des deux parce qu'ils sont si intimement liés. Peut-être. Ils peuvent avoir donné des idées à un jeune « populaire », qui veut l'être encore plus. Ils peuvent avoir contribué à mettre de l'huile sur le feu. En attendant que l'histoire établisse la vérité (en souhaitant que les \1 et les preuves ne soient pas réduites en cendres lors d'une prochaine crise politique), le plus important est de se demander pourquoi cette masse humaine a, si facilement et si rapidement, consenti à renouer avec la rue pour en finir avec ce pouvoir. Et surtout, ne pas se limiter à dire que le dirigeant du mouvement est un professionnel de la communication, donc de la propagande. Ce serait, une fois de plus, jouer à l'autruche

Lova Rabary-Rakotondravony

Source : <http://www.lexpressmada.com/display.php?p=display&id=24190>